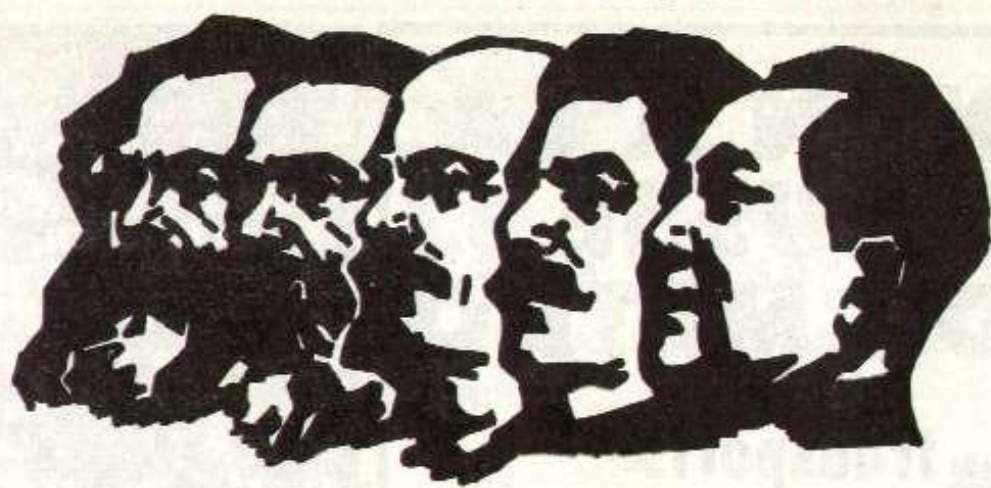


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 75 14 JUIN 1973 1 F CCP Front rouge 31 191 14 La Source BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

PLUS QUE JAMAIS, PORTONS LA LUTTE CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET DANS LES ENTREPRISES



Plus que jamais la bataille contre la circulaire Fontanet est à intensifier, plus que jamais il faut la porter sur le terrain de l'usine ! Les travailleurs qui depuis près de 6 mois maintenant ont engagé la lutte pour faire abroger cette circulaire scélérate doivent faire face aujourd'hui à de multiples tentatives de démobilisation.

C'est d'abord la bourgeoisie elle-même qui tente de faire croire qu'elle va assouplir sa circulaire. Voilà qui serait très étonnant quand on sait que cette circulaire n'est nullement une mesure conjoncturelle, mais bien au contraire une pierre de touche de l'arsenal anti-grève des capitalistes, destiné à briser les luttes ouvrières en divisant français et immigrés, en menaçant d'expulsion chaque immigré gréviste. D'ailleurs l'examen des promesses (car il ne s'agit en l'état que de promesses) du ministre Gorse prouve clairement que la bourgeoisie ne renonce pas à sa circulaire scélérate : inscription à l'ANPE des travailleurs immigrés sans emploi, carte de travail pour les travailleurs immigrés bénéficiant actuellement d'un emploi s'ils sont en France depuis plus d'un an ; si ces promesses sont tenues, il s'agit effectivement d'un recul de la bourgeoisie, mais recul tactique seulement, imposé par les aspirations et la lutte des travailleurs : ni la coïncidence entre la carte de travail et de séjour des immigrés, ni le chantage au certificat de logement ne sont remis en cause. La bourgeoisie conserve ainsi toute possibilité, en confisquant la carte de travail de l'ouvrier pour licenciement, pour logement insalubre ou pour tout autre motif de son choix, de le déclarer irrégulier et de l'expulser, bref la circulaire Fontanet reste intacte.

Plus que jamais la bataille contre la circulaire Fontanet est à intensifier, plus que jamais il faut la porter sur le terrain de l'usine ! Les travailleurs qui depuis près de 6 mois maintenant ont engagé la lutte pour faire abroger cette circulaire scélérate doivent faire face aujourd'hui à de multiples tentatives de démobilisation.

Ces 2 entreprises de la bourgeoisie et de ses complices du P'C'F ne sont nullement fortuites ; toutes 2 convergent vers le même objectif : empêcher les travailleurs de s'engager massivement dans une lutte conséquente contre la circulaire Fontanet. Elles apparaissent comme par hasard après qu'aient éclaté les premières grèves d'usine contre cette circulaire à MARGOLINE (Nanterre) et UNELEC (Beaucourt). Elles se conjuguent comme par hasard avec la répression des flics et du P'C'F qui frappent les initiatives appelant au travail des CACF dans les usines, appelant à la préparation des grèves d'usine.

L'obstination de la bourgeoisie à barrer cette voie s'explique facilement : de telles grèves d'usine, sont une étape décisive pour accroître la mobilisation de la classe ouvrière, français et immigrés, et créer un rapport de forces capable de faire reculer la bourgeoisie, de la contraindre à abroger son décret scélérat. Quand dans l'usine le combat revendicatif est lié à la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, comme c'était le cas à MARGOLINE et à UNELEC, les travailleurs dans leur masse, français comme immigrés, peuvent saisir la fonction de la circulaire Fontanet, voir les liens qu'elle entretient avec toute la politique d'exploitation et de répression à l'usine ; à partir de là, ce sont de larges et effectives mobilisations de la classe ouvrière qui peuvent être entreprises pour forcer la bourgeoisie à abroger la circulaire. C'est justement ce qu'elle craint !

Et c'est bien justement sur cette voie là que les militants communistes, les ouvriers conscients doivent s'engager sans détour : implanter des CACF dans l'usine, préparer les grèves d'usine. Tout le capital de confiance conquis dans la première dénonciation de la circulaire, dans la création de CACF locaux, dans l'engagement de luttes locales, doit être investi dans cette direction. Cela passe aujourd'hui par le recensement des revendications des travailleurs dans leurs usines : contre la politique de division patronale en matière de salaire ou de poste de travail, contre les brimades racistes, contre le chantage au licenciement et à l'expulsion, contre les vols sur les salaires, les non-déclarations à la sécu... L'agitation sur ces revendications précisées pour chaque usine doit être le point de départ de la mobilisation dans l'entreprise et préparer l'action pour demain !

PLUS QUE JAMAIS ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET !
CONSTITUONS DES CACF D'USINE !

le 17 JUIN à 14 H 30
à la mutualité - salle B

MEETING

**A BAS L'IMPERIALISME
FRANCAIS**
organisé par les CIP

C'est ensuite le P'C'F et la CGT qui tentent de faire croire aux travailleurs qu'ils sont pour l'abrogation de la circulaire. Ne les a-t-on pas vus se joindre à une manifestation des grévistes de la faim, député P'C'F en tête, alors qu'il n'y a pas si longtemps les grévistes étaient dénoncés comme manipulés par des provocateurs, alors qu'après la mise en service de la circulaire, la CGT s'inclinait devant les textes de Fontanet "qui correspondent certainement dans leurs aspects positifs à l'action menée par la CGT et la CFDT". Ce virage à 180° du P'C'F ne doit pas abuser les travailleurs, leur position de fond est toujours la même, telle qu'elle s'exprime dans le programme commun : réglementer l'immigration par le canal unique de l'ONI, ce qui rejoint les propositions de Fontanet-Gorse. Quand il est contraint de crier démagogie

NON A LA HAUSSE DU METRO

- * transports gratuits
- * temps de transport payé comme temps de travail
- * amélioration des conditions de transport

Le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle hausse du carnet de tickets de métro pour l'été 1973. Il passera de 8 F à 10 F. Dès le printemps 71, Chamant alors ministre des transports avait prévu de faire passer le ticket à 1 F au 1er juillet 72. Fin 70, début 71, de grandes luttes se sont développées sur la question du transport, contre les hausses, autour des mots d'ordre.

"Temps de transport inclus dans le temps de travail".

"Carte hebdomadaire unique et gratuite".

Ces luttes avaient empêché le gouvernement d'appliquer intégralement son plan de hausse ; aujourd'hui il tente de l'appliquer, car depuis plusieurs mois, il n'y a pas eu de luttes importantes sur les transports, en plus il va faire son mauvais coup pendant les congés pour mettre les ouvriers devant le fait accompli : aujourd'hui ce sont les carnets, demain ce sera les cartes hebdomadaires.

Les ouvriers sont obligés de subir massivement les transports en commun, car ils habitent souvent très loin de leur lieu de travail et doivent utiliser plusieurs moyens de transport. Ainsi ce tourneur habitant à Draveil : "Je sors de mon HLM, à 5 h et demi du matin, 1/4 h à pied pour aller à la gare, à cette heure les bus ne roulent pas encore... Le train jusqu'à la gare de Lyon, puis 3/4 h de métro et à 7 h on pointe. Résultat mon boulot c'est en fait vers 5 heures que je le commence, et les 54 F par mois dépensés pour ça ; c'est pas les misérables 23 F de prime de transport qui suffisent à les rembourser".

Ainsi la hausse du ticket sera payée une fois dans le métro, puis une fois dans le bus pour tous ceux qui utilisent ces deux moyens de transport.

A Paris plusieurs millions de personnes connaissent les mêmes conditions que le tourneur de Draveil : 1 h 1/2 de transport le matin 1 h 1/2 le soir. Le soir en quittant à 5 h 1/2 c'est dingue entre le métro et le train. Pressé, bousculé, je ne pense qu'à une seule chose quand je rentre chez moi vers 7 h (7 h c'est pas toujours le cas, car avec les pannes c'est quelque fois 8 h) c'est mettre les pieds sous la table et dormir. En moyenne l'ouvrier parisien passe 94 mn de transport quotidiennement dont 46 mn dans les transports en commun.

Pour être spectaculaire, la situation à Paris n'est pas unique. De plus en plus les ouvriers voient leur temps de transport s'accroître considérablement, dans tous les coins de France.

Fin janvier un accident de car faisait 34 blessés à St-Martin de Crau : Le car transportait des ouvriers - en majorité immigrés - qui allaient travailler à Fos. Ils venaient de Sorgues, soit plus de 100 km. Dans la région de Fos, 2 h de transport est chose courante et cela peut aller jusqu'à 4 ou 5 h.

Dans le Nord, les filles des mines sont déportées quotidiennement à Tourcoing, pour travailler à la Redoute ; elles ont 3 h, de transport, plus en

hiver quand elles attendent au froid les cars retardés par le verglas.

A Dunkerque : les ouvriers viennent de Calais, Béthune soit de 40 à 50 km. A Caen, la Saviem ramasse les ouvriers à Bayeux, soit 20 km, Falaise St-Lô, 30 à 60 km autour de Caen.

L'allongement du temps de transport se généralise pour la classe ouvrière.

• Dans les grandes villes... Par exemple à Paris, les ouvriers sont chassés de plus en plus loin de leur lieu de travail. De 1954 à 1968 les ouvriers habitant Paris sont passés de 477.800 (30,4 % de la population) à 354.420 (26 % de la population). La déportation c'est la vie

halte aux journées de 12 h. à usinor-dunkerque !

Le jeudi 31 : poste de nuit équipe C.

Les ouvriers venant des mines Bethune, Bruay, Lens etc... débrayent 2 heures en début de poste et convoquent le directeur des transports à Usinor, et l'obligent à annuler un accord avec les autobus "ARTESIENNES" et Usinor. Cet accord prévoyait de prendre les ouvriers 1/4 d'heure plus tôt aux arrêts pour les mener à l'autorail.

Les ouvriers des mines font pour certains 200 kms aller et retour en autobus/autorail pour venir vendre leur force de travail. Cela signifie des journées de 12 heures payées 8 heures.

Un gars habitant Bruay doit se lever le matin à 2 h 1/4 pour commencer à 8 heures et ne rentrer chez lui qu'à 18 h.

A bas les transports au service des patrons !

Temps de transport = Temps de travail.

Non à l'allongement de la journée de travail par le transport !

Correspondant Usinor Dunkerque

dans les cités infernales comme les "4000" à la Courneuve, sans loisirs, sans transport en commun le soir et le dimanche. Ce sont de véritables ghettos. Les bus reviennent chaque matin charger les ouvriers encore ensommeillés pour les emmener sur la chaîne et ramènent chaque soir des hommes épuisés, abrutis de fatigue.

La déportation c'est la menace de perdre son emploi. Au début 73, les immigrés africains logés dans une usine désaffectée transformée en foyer par la Préfecture de Paris rue Losserand (14e) se sont dressés contre les menaces d'expulsion. Les bureaux d'une société anglaise doivent être édifiés à la place du foyer. Les ouvriers doivent être expulsés et dispersés dans la région parisienne ; ils réclament le logement sur place car nombre d'entre eux travaillent dans le quartier pour la voi-

rie et commencent le travail à 5 h, avant que la RATP fonctionne. S'ils sont relégués en banlieue, ils perdent du même coup leur travail car ils ne peuvent s'y rendre, sans moyen de transport.

A Paris, la déportation des ouvriers vers la banlieue et la grande banlieue est systématiquement entreprise pour laisser Paris aux bureaux, ministères, sièges sociaux, favorisant des spéculations immobilières aussi fructueuses qu'ignobles.

Les terrains du centre ville coûtent plus cher qu'en banlieue, les vautours capitalistes n'hésitent devant rien pour s'en emparer.

• Dans certaines régions comme le Nord où sont liquidées de grandes branches industrielles (mines) c'est toute la population qui doit chaque jour aller à son travail à plus de 50 km : Les uns vont travailler à Usinor Dunkerque, et prennent chaque jour l'autorail, les autres surtout les jeunes filles, vont travailler aux textiles à Roubaix. Pour ces filles des mines, pas question d'avoir une qualification : celles qui ont des CAP de comptables, de Sténo ne peuvent trouver d'emploi : les bus des mines à Roubaix Tourcoing ne fonctionnent que sur les horaires ouvriers.

• Enfin en Bretagne, en Normandie, ou encore à Sochaux les capitalistes industriels exploitent la crise de la petite paysannerie et sa prolétarianisation forcée.

Dans la région de Caen, les petits paysans ruinés représentent 30 % des OS de Saviem, le ramassage évite "l'exode rural" et la concentration des nouveaux ouvriers à proximité de l'usine, les ouvriers étant dispersés peuvent s'organiser plus difficilement.

A Paris, à Roubaix, à Caen, à Dunkerque, à Fos, la déportation quotidienne des ouvriers, est une source de profits assurés pour les entreprises de transport, les ouvriers étant obligés d'utiliser régulièrement ces transports en commun, sans aucun confort, vétustes, et fréquemment sujets à des accidents.

Une telle dispersion des travailleurs rend un grand service aux Capitalistes

Au 19e siècle, les ouvriers des mines par exemple, étaient concentrés à proximité des puits. Les patrons construisaient des villes où les ouvriers étaient sous la coupe directe du patron dans tous les aspects de leur vie. Aujourd'hui la concentration de milliers d'ouvriers d'une même entreprise à proximité de l'usine fait peur aux patrons. Que se passerait-il pendant les grèves et les lock-out, si les 30.000 ouvriers de Renault étaient concentrés à Boulogne et non dispersés dans toute la région parisienne ?

- Exigeons des transports plus nombreux, plus confortables avec des places assises, plus sûrs, plus rapides.

- Paiement du temps de transport comme temps de travail.

- Gratuité des transports pour se rendre au travail.

les morts sur les routes du week-end c'est le gaspillage capitaliste qui tue !

Le grand cirque du Mans, record absolu de gaspillage, s'est tenu le week-end dernier. Entre deux flashes sur les déboires de Matra et Ferrari, la liste des accidents de la route était défilée, accompagnée des remarques habituelles sur l'imprudence des conducteurs, partis des milliers sur des routes en mauvais état et insuffisantes pour le trafic.

D'un côté la bourgeoisie feint de s'émouvoir des milliers de morts sur les routes, monte de grotesques mises en scène, style "Mazamet, ville morte" à la Télé. De l'autre elle pousse à la multiplication des automobiles.

le symbole de l'anarchie capitaliste

Le parc automobile a augmenté de 150 % de 1954 à 1962. L'industrie automobile occupait 20 % des exportations françaises en 1971 : elle fait en plus tourner les compagnies pétrolières et draine vers les caisses de l'état par le biais des impôts et taxes (vignette, 80 % sur le prix de l'essence) des sommes considérables. Les sommes prélevées sur la classe ouvrière permettant de mettre en circulation par l'aménagement de la voirie etc, les milliers de voitures supplémentaires qui rapporteront des millions aux capitalistes du pétrole et de l'automobile, tandis que des millions d'ouvriers et d'employés s'épuient au métro et aux arrêts de bus. Tel est le visage du capitalisme.

"L'automobile représente un puissant moteur d'entraînement de l'industrie moderne, sous de nombreux aspects, et constitue donc un facteur essentiel de l'expansion économique" déclarait en Mai 70 le directeur des transports terrestres au Ministère des Transports.

Dans ces conditions, les inquiétudes de la bourgeoisie sur les accidents de la route sont l'hypocrisie même.

développer l'automobile au détriment des transports en commun

Le 6e Plan prévoit dans la région parisienne 10 milliards de francs consacrés à la voirie centrée sur les moyens de transports individuels (autoroutes, périphériques), et 4,5 milliards pour les transports en commun.

Améliorer le système de transport en commun, en ouvrant des liaisons inter banlieues en mettant en place des transports plus fréquents, en diminuant le prix du bus, diminuerait d'autant les profits de l'industrie automobile et pétrolière.

Pour ne prendre qu'un exemple du gaspillage ainsi encouragé : aux heures de pointe, il y a à Paris à peu près un million d'automobiles pare-chocs contre pare-chocs, transportant pour la plupart une seule personne. L'argent ainsi gaspillé représente à peu près 10 milliards de francs soit pratiquement le coût du tronçon Auber-Nation du R.E.R.

Ce gaspillage capitaliste n'est même pas nié par les capitalistes :

"Il faut dépenser 8 fois plus d'argent pour qu'un migrant vienne travailler en voiture" disait une étude de 1968.

La bourgeoisie fait tout pour que le maximum de voitures soient en circulation. Les transports en commun non seulement sont inadéquats, mais en plus coûtent cher. Aller de Paris à Lyon pour une famille de 4 personnes revient, par le train, avec toutes les chances de faire le voyage debout, les jours de congé à 290 F. autant pour le retour sans compter au départ et à l'arrivée les autocars à attendre. Le moindre déplacement pour les congés devient, pour une famille une aventure épuisante.

capital assassin !

Dès lors, il est normal de tenter d'acquiescer une automobile, poussé par ailleurs par l'idéologie, à acheter "Sa voiture chacun pour soi". Le seul résultat est que sur les routes des week-end et des congés, des millions d'hommes circulent sur des routes mal entretenues, dans des véhicules peu sûrs. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont tués et les firmes automobiles, du pétrole empochent chaque mois les traites des crédits accordés.

Tant que le Capitalisme restera, des milliers d'hommes seront chaque année assassinés sur les routes. Leur sang devient de l'or dans les mains des capitalistes. Monter un réseau de transport en fonction des besoins des masses, non seulement pour le travail mais pour les loisirs, telle sera la tâche du socialisme !

les rapaces criminels des assurances-vie

Les démarcheurs d'assurance-vie sont toujours pendus aux sonnettes des cités ouvrières. Ils viennent pendant que les maris sont au travail et font un véritable chantage auprès des femmes.

Le baratin est toujours le même, infâme. "Si votre mari vient à mourir, que deviendrez-vous avec des enfants sur les bras. Vous ne pourrez jamais gagner autant qu'un homme. Les loyers sont chers, et si vous avez acheté à crédit vous ne vous en sortirez pas." Ils profitent à fond des menaces qui pèsent sur les ouvriers sans cesse à la merci d'un accident du travail. Ils viennent compléter par le chantage l'assassinat permanent du capital.

Puis ils font des propositions. "En payant 60 ou 70 F par mois vous serez à l'abri des soucis financiers en cas d'accident. Vous toucherez 10.000 ou 20.000 F en cas de décès. S'il n'arrive rien au bout de 25 ou 30 ans vous toucherez une petite rallonge à votre retraite".

Les ménages ouvriers, nombreux, qui se laissent convaincre paient pendant un an ou 2 puis s'arrêtent car ils ne peuvent plus. Comme il y a rupture de contrat, les versements faits, qui valent ainsi des millions, sont acquis à la compagnie d'assurances, appuyée par la propagande bourgeoise qui rabâche sans cesse : "Assurez-vous sur la vie".

En Albanie socialiste tous les travailleurs sont assurés de droit, sans avoir aucun versement à effectuer. En cas d'accident mortel, la famille touche une pension calculée sur la base du salaire et le nombre d'enfants.

correspondant Marseille.

8,9,10 JUIN

journées nationales d'action des C.A.C.F.

PARIS

A Paris, l'objectif que s'étaient fixé Front Rouge et les CACF était, non pas de réussir une grande action centrale comme pour le 1er mai, mais au contraire de multiplier les initiatives locales afin de prendre de nombreux contacts, de renforcer et de créer des Comités de quartier, de préciser l'orientation vers les CACF d'Usine.

Dans le 14e, où le travail débute, plus d'une dizaine de contacts ont été pris. Dans le 18e le CACF a tenu sa première réunion officielle le samedi 9 avec plus d'une vingtaine de personnes ; après la projection d'un film sur Pennaroya à St Denis, de nombreux travailleurs ont parlé de ce qui se passait dans leur usine ou sur leur chantier et dénoncé les multiples manifestations de l'oppression capitaliste : salaires, condition de logement... Le CACF de la Courneuve est intervenu successivement à Babcock dans des cités transit et des foyers ; sur le marché d'Aubervilliers avec des panneaux qui soulignaient le caractère exemplaire des grèves de Margoline et de l'UNELEC, le CACF faisait une prise de parole toutes les 1/2 heure, qui regroupait aussitôt une cinquantaine de personnes ; un pont P" C" F a tenté de dresser la population contre nous : « moi je suis conseiller municipal, eux ce sont des menteurs », brandissant comme « preuve » le numéro de l'Humanité où le P" C" F et la CGT, annoncent qu'ils

manifestent avec les CDVDTI ; peine perdue, les camarades ont rappelé le sinistre numéro de l'Huma où la CGT s'inclinait devant les aspects positifs de la circulaire Fontanet. Au Kremlin-Bicêtre, à Massy, il y a eu aussi des interventions sur le marché ou dans les foyers.

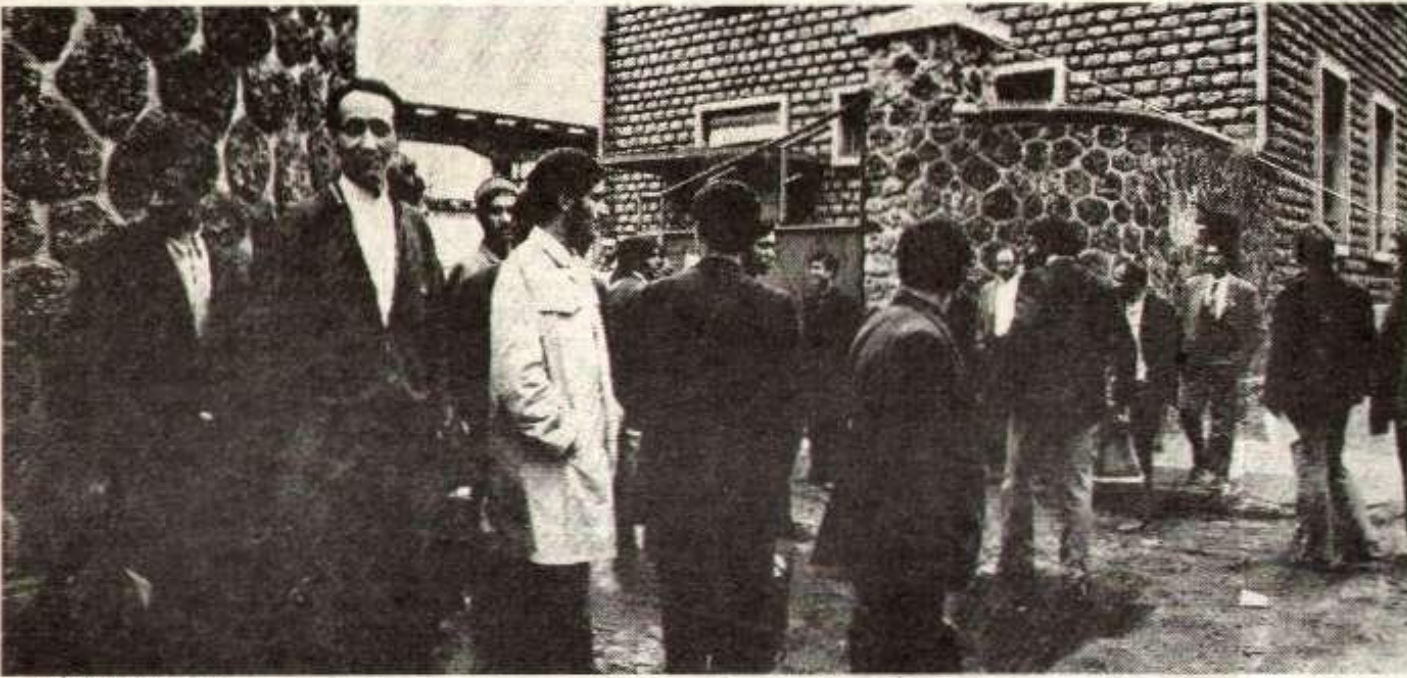
Dans le 19e, le CACF local, avec le soutien de celui du 18e, qui venait de se constituer, a organisé dimanche une manifestation publique. 80 personnes ont participé en permanence à cette manifestation dont de nombreux travailleurs immigrés mais aussi des travailleurs français. A côté des drapeaux rouges, les banderoles et les pancartes reprenaient les mots d'ordre de la plate-forme des CACF, en français arabe, portugais, espagnol. De nombreuses personnes ont accompagné la manifestation sur les trottoirs ; à chaque passage dans les marchés, comme rue de Joinville par exemple, une prise de paroles avait lieu, qui regroupait en plus des manifestants des dizaines et des dizaines de personnes présentes sur le marché ; celles-ci accompagnaient sur plusieurs centaines de mètres la manifestation. L'organisation ferme et disciplinée de cette manifestation, la présence d'un service d'ordre dissuadant d'intervenir les fascistes d'ordre nouveau, mobilisés ce jour-là, tout cela a contribué à renforcer l'audience du CACF 19e auprès de la population travailleuse du quartier.

A Chausson Gennevilliers, intervention tournée vers la perspective d'un CACF d'usine. Des panneaux sont installés sur le trajet emprunté par les travailleurs quand ils se rendent à la cantine - l'un dénonce la situation d'oppression créée au Maroc par l'impérialisme, l'exode forcé des travailleurs de ce pays vers les métropoles telles la France (il y a beaucoup de travailleurs marocains à Chausson). Un autre dénonce la situation des travailleurs immigrés à Gennevilliers particulièrement à Chausson, révélant les trafics de contrats et d'embauche ! La prise de parole a été très écoutée par près de 80 travailleurs et sans arrêt des ouvriers stationnaient devant les panneaux.

Ces journées d'action, qui ont permis une large extension de la propagande et de nombreuses prises de contacts se sont heurtées à un important tir de barrage des flics et du P" C" F qui, en plusieurs endroits sont passés pour dissuader les travailleurs d'assister à nos réunions, nous ont fait supprimer les salles de réunion, ont décollé nos affiches, nous ont provoqué sur les marchés...

Ces provocations qui prouvent l'acharnement de la bourgeoisie à briser la lutte conséquente contre la circulaire, nous rappellent plus que jamais que c'est vers la constitution de CACF qu'il faut se diriger pour accroître la mobilisation des travailleurs.

Correspondant Paris.



MARGOLINE

ROUBAIX

Avant les journées nationales, l'activité du Comité se cantonnait pratiquement à la propagande sur un quartier populaire. Ce travail, bien qu'il nous ait permis d'organiser des jeunes immigrés du quartier ne nous avait pas permis de mobiliser les masses du quartier.

Avec la décision de la coordination nationale d'orienter le travail vers les usines, l'activité du C.A.C.F. a pris un nouvel essor.

A l'occasion des journées nationales, nous avons diffusé un tract sur les usines, avec banderoles, où nous avions des contacts. Le rôle de ces camarades était d'animer la discussion dans la boîte.

Nous avons également fait des équipes de propagande sur un foyer, résultat : samedi, une vingtaine de travailleurs immigrés participent à la réunion du comité. A cette réunion, les camarades immigrés mettent sur le tapis leurs revendications au foyer et dans leurs boîtes. Des contacts sont pris. Le travail continue. Lundi, une réunion plus importante est prévue : une juste direction a été donnée au C.A.C.F. Il faut maintenant mobiliser largement sur les revendications réelles des travailleurs et relancer la lutte contre la Circulaire Fontanet.

Correspondant Roubaix.

DUNKERQUE

Pour les journées d'action, le CACF de Dunkerque avait prévu d'organiser un meeting vendredi soir, et une délégation à la mairie le samedi matin. Le meeting a été préparé par un intense travail d'agitation : papillons collés sur les pointes du chantier de France, distribution de tracts dans les foyers du chantier, prise de parole à l'entrée du chantier le matin à 7 h ; distribution de tracts à Usinor ainsi que dans plusieurs lycées.

50 travailleurs en majorité immigrés, mais aussi plusieurs travailleurs français dont des ouvriers d'Usinor, sont venus au meeting. Avant le débat, plusieurs prises de parole avaient eu lieu :

— une soudeuse du chantier a dénoncé l'école de soudure du chantier, réclamant la suppression des contrats de 2 ans qui lient les élèves de l'école au patron, réclamant la suppression des contrats d'un an des travailleurs immigrés.

— un travailleur marocain de l'usine a dénoncé la discrimination entre les travailleurs pour les passages d'OS à P1 ; refusant la grille unique CGT/CFDT, il a réclamé la suppression du boni et son intégration au salaire sur la base du plus haut rendement, le salaire minimum à 1.500 F., et la liberté de passer autant d'essais de qualification que le veut l'ouvrier.

— un camarade tunisien a relaté l'activité du CACF insistant sur le fait qu'il

ne faut pas s'attendre à une régularisation rapide des travailleurs immigrés irréguliers, vu le rapport de force actuel. C'est le travail de mobilisation de toute la classe ouvrière à l'intérieur des usines qui sera susceptible de faire reculer la bourgeoisie.

— un camarade du chantier est intervenu pour exiger le logement des travailleurs des foyers qui fermeront au mois d'août. Il a exigé que les loyers n'excèdent pas 100 F et non les 200 F qui sont prévus.

— un camarade a dénoncé les conditions de logement au foyer d'ONCOR, et réclamé un logement correct.

— en conclusion un camarade a appelé à la constitution d'un CACF au Chantier de France, appelé à la solidarité aux 2 travailleurs victimes de crimes du capital : un travailleur portugais tué à son chantier à Rosendaël, un travailleur marocain brûlé à Usinor ; le camarade a aussi appelé à porter en délégation à la mairie, la motion adoptée au meeting sur le foyer d'ONCOR, et les revendications des travailleurs immigrés à Dunkerque.

Le samedi matin en même temps qu'étaient distribués des tracts sur le marché, la délégation reçue par le maire Pourvoyeur s'est entendu dire qu'il fallait attendre... la réunion du conseil municipal ! Les travailleurs poursuivent la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet.

Correspondant Dunkerque.

LYON

Pour les 8, 9, 10 juin les militants des CACF de Villeurbanne et de Feyzin et les communistes marxistes léninistes de Front Rouge, ont décidé de multiplier les initiatives pour faire franchir une étape dans notre ville au rassemblement des forces pour la lutte contre la circulaire Fontanet.

Diverses formes d'intervention étaient prévues : groupes d'intervention aux portes des usines, mini-manif dans les quartiers populaires, réunions publiques...

Le vendredi 8 juin, 21 militants se regroupant aux portes des usines BERLIET à Vénissieux. Une banderole est déployée « Circulaire Fontanet = division de la classe ouvrière ». Un camarade prend la parole et explique que la circulaire Fontanet est une arme anti-grève en s'appuyant sur les exemples de Renault-Flins, et de Citroën à Reims ; puis il montre que les mesures Gorse renforcent et élargissent l'application de la circulaire Fontanet. Des ouvriers se regroupent. Les militants sillonnent le marché (qui se trouve aux portes de l'usine) avec les numéros spéciaux de Front Rouge sur la circulaire Fontanet. De nombreuses discussions s'engagent. Un militant réviso prend à parti un camarade qui l'invite à la discussion ; le révisionniste abandonne le terrain. C'est en tout 30 Front Rouge qui sont vendus en moins d'une demi-heure ! D'autres interventions ont lieu à BRANDT, DURSCHMIT...

Le samedi 9, le CACF de Villeurbanne et les marxistes léninistes de

Front Rouge interviennent sur le quartier d'OLIVIER DE SERRE : 1300 familles d'ouvriers immigrés. Le CACF intervient régulièrement sur cette cité. Dans les deux premiers numéros de son journal « Même Combat », le CACF dénonçait la hausse scandaleuse des loyers et des charges pour des logements qui sont de véritables taudis. Une cinquantaine de militants pénétrant dans la cité en manif. En tête une banderole : « Abrogation de la circulaire Fontanet ». Les mots d'ordre sont : « A bas la circulaire Fontanet », « Simon (le régisseur) exploiteur », « A bas l'impérialisme français ». Des groupes de jeunes se massent autour de la manif. La manif s'arrête, un camarade prend la parole et insiste sur la lutte menée contre les loyers chers, et appelle à s'organiser dans le CACF. Toutes les familles sont aux fenêtres ; des travailleurs immigrés s'approchent ; un militant des CACF prend la parole en arabe ; la manifestation continue ; une seconde prise de parole est faite...

Le lendemain dimanche, sur tous les grands marchés de la ville, des équipes militantes avec journaux et tracts interviennent (marché aux puces, St Priest...).

A coup sûr, ces 3 jours ont renforcé l'audience des CACF qui existent déjà, et jettent les bases pour des CACF là où il n'y en a pas encore. De nombreuses réunions se sont d'ailleurs tenues pendant ces 3 jours, avec appel à la création de CACF et présentation d'un montage sur les conditions de logement des travailleurs immigrés à Lyon.

Correspondant Lyon.

THONVILLE

Après la vague de luttes revendicatives engagées par les OS les patrons ont repéré maints travailleurs immigrés combattifs, l'occasion est belle pour les licencier à la veille des vacances. C'est ce qu'a fait le patron chez Scholtès à Thionville.

Le mardi 29 au matin, Gonçalves, délégué CGT portugais, l'un des leaders de la dernière grève, ne trouve pas sa carte de pointage. Le garde l'envoie au bureau : licencié ! Et ce par décision du CE convoqué à 8 h 30 par le patron qui y a la majorité : les délégués « Force Ouvrière » votent le licenciement ! (on comprend pourquoi le gouvernement leur donne si souvent la télé !).

La CGT sort un tract qui parle de « rendre coup pour coup » mais n'appelle pas à la grève. Il faut dire que lors de la grève de décembre, l'avocat de la CGT Maître Joseph a trahi les grévistes en laissant sortir les camions alors que les grévistes avaient voté à l'unanimité pour le blocage des portes. Une fois les camions sortis, tout moyen de pression sur le patron a été perdu et rien n'a été obtenu. La dernière grève a vu la participation de 100 ouvriers sur 300. Le patron a trois atouts sûrs : l'écoeurement, l'approche des vacances et Force Ouvrière.

Sa tactique est claire : le licenciement.

ment a eu lieu le 29. Un jour après, il y avait l'Ascension et de plus, le vendredi et le samedi, la boîte ne travaillait pas. Il mise sur la démobilitation.

Le P" C" F a diffusé un tract assurant Gonçalves de toute sa solidarité... Le CACF veut une nouvelle réunion du CE (où grâce à FO le patron a la majorité), parle des prud'hommes. Ce soir (5 juin 1973) a lieu une coordination style Programme Commun. On ne parle surtout pas d'appeler les travailleurs français à la grève ! Or l'enjeu est de taille : « La prochaine fois je ne ferai pas grève » nous a dit un ouvrier portugais à la réunion du CACF. Au prochain mouvement revendicatif, la CGT n'entraînera aucun travailleur immigré ! Le patron attaque les Portugais pour briser l'unité de la classe ouvrière. « Déjà, il a liquidé le syndicat ici » disait un ouvrier de Scholtès-Metz où nous avons diffusé un tract à midi.

Le CACF a entrepris une campagne d'information sur les deux usines.

Ce qu'il faudrait c'est un CACF d'usine, dans la boîte !

Réintégration du camarade Gonçalves !

Vigilance : c'est pendant l'été que les patrons font leurs plus sales coups !

Correspondant Fensch

la main dans le sac

Le P" C" F se targue de défendre les travailleurs immigrés et même aujourd'hui de lutter contre la circulaire Fontanet. Le passage suivant extrait de « Nanterre Information », journal de la municipalité P" C" F où la mairie appelle à manifester contre la construction d'un foyer d'immigrés à Nanterre, les démasque clairement pour ce qu'ils sont : des sociaux-chauvins !

« LE PRÉFET VEUT ACCROÎTRE LA CONCENTRATION DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS A NANTERRE ».

« Une fois encore le gouvernement, par l'intermédiaire du Préfet, vient de montrer le peu de cas qu'il fait des avis des élus locaux. Après avoir accordé l'extension d'un foyer de travailleurs immigrés rue de Buzenval, il vient de décider contre l'avis défavorable du conseil municipal plusieurs fois répété, et malgré les conventions passées entre la préfecture et la Municipalité, la construction à Nanterre d'un nouveau foyer pour deux cents travailleurs immigrés. »

« C'est contre cette violation des accords passés et la poursuite de la concentration des travailleurs immigrés que la municipalité appelle la population de Nanterre à lui manifester son soutien. »

(« Nanterre Information » Mai/Juin 1973)

où mène l'apolitisme

Le gouvernement veut faire croire qu'il « humanise » la Circulaire Fontanet, qu'il renonce à son arme anti-grève. Qui trouve-t-il pour populariser son entreprise de duperie ? Le quotidien « Libération » qui titre le 7 juin : « LE MINISTÈRE DU TRAVAIL VA CÉDER : la carte de travail pour tous les immigrés » et le lendemain, obligé de rectifier devant les condamnations de nombreux travailleurs, « Libération » s'excuse : il s'agissait d'« une information incomplète ».

Le P" C" F cherche à faire croire qu'il est pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, et qu'il lutte aux côtés des travailleurs immigrés. Qui trouve-t-il pour faciliter cette manœuvre ? Les CDVDTI, cette organisation parisienne qui se réclame de la lutte contre la circulaire Fontanet : ces CDVDTI pour organiser une manifestation de soutien aux immigrés grévistes de la faim de Ménilmontant, se sont abouchés avec les sections locales du P" C" F et de la CGT pour réunir... moins d'un millier de personnes y compris tout le gratin des états-majors révisionnistes (députés, conseillers, secrétaires...) !

Voilà où conduit la fameuse voie de « l'apolitisme » : se faire le haut-parleur de la bourgeoisie et de ses complices.



PROBLEMES DU TRAVAIL REVOLUTIONNAIRE

Aujourd'hui le mouvement réformiste, sous ses divers courants (P" C" F PS, PSU) tire une partie importante de son influence de son emprise sur le mouvement syndical. Les liens étroits qui unissent le P" C" F révisionniste à la CGT, les liens qui se confirment, après le Congrès de Nantes de la CFDT, entre cette centrale et le PS montrent à l'évidence que le mouvement syndical est un enjeu important pour les réformistes de toute obédience. Devons-nous constater ce fait et en conclure que le syndicalisme ouvrier est devenu de façon définitive une simple courroie de transmission des partis réformistes ? Non, cent fois non, camarades, ce n'est pas là la position des communistes. Pourquoi ? D'abord parce que le mouvement syndical est la forme d'organisation la plus rudimentaire, mais en même temps la plus massive du combat de classe quotidien du prolétariat contre ses exploiters. Cette organisation que le prolétariat a construite parfois au prix de son sang, lutte après lutte, grève après grève, n'est pas devenue pour toujours la propriété des partis réformistes.

pourquoi les marxistes léninistes militent-ils dans les syndicats réformistes

Dans la lutte politique sans trêve qui nous oppose aux partis réformistes, les syndicats ne sont pas un terrain neutre. Si aujourd'hui l'emprise du PS et du P" C" F s'exerce fortement sur les syndicats, si disparaissent peu à peu les illusions d'un syndicalisme indépendant des partis politiques, si la CFDT affirme nettement son projet politique réformiste et les alliances

qu'il suppose avec le PS et le PSU, alors apparaissent en retour de bonnes conditions pour la lutte révolutionnaire des syndicats. Moins l'ennemi se cache, plus il est facile de l'atteindre. L'apparition d'un grand bloc réformiste intégrant à ses perspectives électorales les organisations syndicales est un élément fort utile de clarification. Ce lien étroit qui unit les partis réformistes et les syndicats, nous l'avons dénoncé des années durant, mais aujourd'hui il apparaît en pleine lumière, à des centaines de milliers de travailleurs. Le lien, il nous est possible aujourd'hui de le contester, de le remettre en question à l'intérieur même du mouvement syndical avec plus de force que par le passé et ceci pour une série de raisons : - d'abord, parce que les réformistes se préparent à gouverner et dans cette perspective ils ont défini un programme acceptable pour la bourgeoisie, un programme qu'ils veulent commun aux masses exploitées et aux exploiters et en définitive un programme fondé tout en entier sur l'accord que la bourgeoisie peut lui souscrire. Un tel programme ne contient pas les aspirations réelles des travailleurs en matière de salaires, de conditions de travail, et les récentes grèves d'OS l'ont bien montré. Alors que la concurrence entre les états impérialistes s'aggrave, la course au profit maximum signifie aujourd'hui le renforcement des cadences, les concentrations capitalistes accompagnées du chômage, la détérioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Envier de gouverner dans ces conditions, c'est se vouer aujourd'hui à taire les raisons évidentes des mouvements de révolte dans les usines. Cette contradiction dans laquelle se trouvent placés les réformistes a d'importants retentissements dans les syndicats. Il s'agit pour nous de l'exploiter largement, de

A PROPOS DU TRAVAIL DANS LES SYNDICATS

la développer en incitant les travailleurs à exprimer leurs revendications, à fixer leur propre plate-forme revendicative, à entrer en lutte pour son aboutissement. A l'intérieur du syndicat, exploiter cette contradiction est aussi le moyen de dresser contre les réformistes tous les militants qui souffrent encore aux illusions électorales, et s'imaginent qu'un gouvernement de gauche satisferait toutes les revendications. Faisons en sorte que les révisionnistes du P" C" F et leurs acolytes réformistes les détrompent.

Ensuite, parce que l'échec récent du bloc des gauches aux élections rend plus difficile aux réformistes qui dirigent les syndicats de faire de leur orientation politique la loi du syndicat, nombreux sont les travailleurs qui demandent des comptes et doutent beaucoup des chances de succès dans un proche avenir de la coalition PS-P" C" F. Les communistes ont à exploiter à fond cette situation pour bien montrer comment la voie électorale est une impasse, comment la Révolution est la seule solution, et qu'elle est possible. Chaque jour voit un progrès sur ce terrain, il n'est plus si facile aux révisionnistes de la CGT et aux réformistes de la CFDT d'étouffer toute discussion sur le projet politique révolutionnaire, quand celui-ci lie étroitement la défense des revendications immédiates, l'éclairage de la situation politique et la perspective stratégique de la Révolution. Il s'agit pour les marxistes-léninistes de bien se convaincre que la voie réformiste doit être combattue pied à pied dans les syndicats, qu'elle peut à terme être isolée et qu'il s'agit de passer dès maintenant à l'offensive. La ligne de démarcation entre réformisme et Révolution doit passer aussi dans les syndicats. L'évolution de la situation après les élections permet que ce choix concret, qui se pose dans chaque lutte, à propos de chaque revendication, - si nous savons agir dans ce sens -, s'offre à la masse de la classe ouvrière et à la masse des militants syndicaux.

dans quels syndicats devons-nous militer

La question se règle avant tout au niveau de chaque boîte. Nous devons aller dans le syndicat le plus puissant de l'usine, non dans celui qui semble à première vue le plus facile à pénétrer. 3 éventualités se présentent le plus souvent. Ou bien le syndicat CGT est fort, n'est pas discrédité aux yeux de la masse des ouvriers, le syndicat CFDT est faible et comprend surtout des cadres quelques employés, peu d'ouvriers ; la section CFDT, en parole semble plus

"révolutionnaire" mais est incapable d'agir seule. Nous devons militer dans la CGT. Ou bien CGT et CFDT sont de force à peu près semblable et ne sont pas discréditées, nous devons militer dans les deux syndicats. Ou bien la CGT rassemble la maîtrise, les cadres supérieurs, les OP, réprime ouvertement les luttes des couches les plus exploitées, la CFDT rassemble les jeunes, les OS et sous leur impulsion apparaît comme un syndicat combattif, nous devons militer dans la CFDT. Enfin, si les syndicats sont tous les deux discrédités sur le plan de l'usine, faibles et réactionnaires, nous devons dans un premier temps créer un comité de lutte. S'il n'y a pas de section syndicale dans l'usine, nous devons inciter les travailleurs à en créer une. Laquelle ? Généralement l'attitude observée par les unions locales à qui ils s'adressent pour la créer, règle le problème. Souvent la CGT refuse de se déplacer pour créer une section, il reste alors la CFDT.

les communistes

doivent-ils se présenter comme délégué

Oui, absolument. De la sorte ils auront la possibilité de se déplacer de l'usine, d'entrer en contact avec un nombre important de travailleurs, de mieux connaître la situation politique dans l'usine, les aspirations des travailleurs, leur niveau de conscience, leur combativité. Ils pourront lutter patiemment contre les idées fausses, combattre l'emprise des courants réformistes, rassembler les critiques contre l'attitude dans l'usine des responsables réformistes, lier la mobilisation quotidienne contre les faits d'exploitation à la perspective révolutionnaire. Dans les périodes de lutte, ils impulseront la création de comités de grève et pèseront pour que participent au délégué chez le patron les ouvriers combattifs désignés par le comité. Ils dénonceront l'intégration des responsables syndicaux au système de direction de l'usine par le cumul des heures de délégation, les réunions à tout propos avec le patron, la gestion capitaliste des comités d'entreprise. Ils n'entreteront pas dans le jeu des réformistes quand ceux-ci voudront les amener à reconnaître en petit comité et pour les exclure leur appartenance politique, mais ils lieront constamment devant la masse des ouvriers et publiquement la dénonciation des orientations réformistes du syndicat et leurs positions dans les luttes, ils affirmeront, en même temps que leur confiance dans la perspective révolutionnaire la défense des revendications réelles des

ouvriers, dégagées dans les assemblées ouvrières.

En fait ce qui guide dans l'ensemble de ces positions l'attitude des marxistes-léninistes, c'est le souci constant de faire progresser la grande masse des travailleurs vers la perspective révolutionnaire. Ils ne pourront y parvenir qu'en se trempant dans les luttes quotidiennes. C'est pour cela qu'ils fuient comme la peste les bavardages creux des dogmatiques les incitant à se détourner des préoccupations immédiates des travailleurs sous couvert de lutte contre l'économisme. Il n'y a pas d'autre voie pour le développement de masse du Parti d'avant-garde que la liaison constante entre les revendications immédiates du prolétariat et l'affirmation concrète des perspectives stratégiques de la Révolution Proletarienne Armée.

Loin de voir une simple juxtaposition entre ces deux tâches, ils chercheront toujours à accentuer la cassure qui s'effectue amplement aujourd'hui entre les besoins tactiques et stratégiques des travailleurs et les réponses réformistes condensées dans le programme commun et les décisions du dernier congrès de la CFDT. Ils en font un terrain de lutte pour les deux orientations qui concernent aujourd'hui et surtout demain le sort de la classe ouvrière : l'orientation réformiste vise à perpétuer sous d'autres formes la même exploitation capitaliste, l'orientation révolutionnaire qui vise à l'abolir. Verra-t-on dans l'avenir la voie Révolutionnaire triompher dans les syndicats existants, ou bien faudra-t-il, au moment approprié créer un syndicat unitaire des travailleurs pour la Révolution, ou syndicat rouge ? Il est trop tôt pour trancher cette question, seule la poursuite dans les syndicats existants de la lutte contre le réformisme fournira en temps utile la réponse. De toute manière, il n'y a qu'une façon de préparer l'avenir, c'est d'entreprendre avec audace et détermination et patience la lutte dans les syndicats existants.

Convaincre de la nécessité de la Révolution Proletarienne des centaines de milliers de syndicalistes, pour rallier l'ensemble de la classe ouvrière à la Révolution, telle est la tâche pour les marxistes-léninistes dans les syndicats.

A BAS LES TRAITRES SEGUY
MAIRE !

VIVE LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE !

(prochain article : Réforme et Révolution).

PROMODES-CAEN LES MARXISTES -LENINISTES DEFENDENT LES REVENDICATIONS DES OS

PROMODES : une société qui assure l'entrepôt des marchandises pour les centres commerciaux de la région Normandie-Bretagne. 350 ouvriers environ, surtout des jeunes : manutentionnaires, chauffeurs, mécaniciens. Les salaires : très bas (pour certains 930 F par mois). Les horaires : c'est selon le bon plaisir du patron. On réquisitionne les ouvriers à n'importe quelle heure, et ça se décide au jour le jour. Et beaucoup d'heures supplémentaires ne sont pas payées.

Le jeudi 24 mai les ouvriers décident la grève avec le soutien de la CFDT seul syndicat de la boîte. Leurs principales revendications : 1100 F minimum par mois, le 13e mois, des horaires fixes et connus à l'avance, paiement des heures supplémentaires à la journée, fosse et chaussures de sécurité pour les mécaniciens qui doivent s'allonger par terre sous les camions pour l'entretien, une heure de réunion syndicale mensuelle payée.

Dès le début la direction utilise tous les moyens pour tenter de diviser, décourager les ouvriers : en vain. C'est d'abord les gardes mobiles qui viennent à 3 cars matraquer le piquet de

grève, avec l'aide de la maîtrise. Puis c'est l'organisation d'un vote à bulletin secret boycotté par les grévistes.

Les camarades de Front Rouge qui interviennent tous les jours au cours du mouvement, soutiennent les revendications. Mais ils expliquent en même temps pourquoi la plate-forme revendicative nationale de Front Rouge avance la revendication de 1500 F minimum par mois pour 40 h calculée sur la base des budgets ouvriers. Les camarades distribuent la plate-forme et cela donne lieu à des discussions avec de nombreux ouvriers qui trouvent ces revendications tout à fait justes. "1500 F par mois c'est vraiment le minimum pour vivre" affirme un vieil ouvrier. De jeunes ouvriers posent le problème de l'abattement de salaire pour les moins de 18 ans, et reprennent la revendication "A travail égal salaire égal". Des ouvriers posent aussi la question de la période "d'essai" du nouvel embauché qui se fait expulser s'il participe à une grève.

Les camarades profitent aussi de l'organisation du vote à bulletin secret auquel un seul ouvrier a participé... sous la menace directe d'expulsion parce qu'il est immigré, pour discuter sur la

nécessité de l'unité entre travailleurs français et immigrés, sur la nécessité de lutter contre la circulaire Fontanet et de s'organiser pour cela dans le comité pour l'abrogation.

C'est 20 Front Rouge qui ont été pris par les ouvriers et lus. Les ouvriers ont principalement apprécié les articles concernant la vie des communistes dans les camps fascistes et ceux sur le Liban. Des discussions s'engagent sur la situation au Moyen-Orient et la libération du peuple Palestinien. Les camarades parlent de l'activité des CIP et y invitent les ouvriers.

La CFDT voit ces discussions d'un très mauvais œil. Elle soutient le mouvement mais c'est pour parler de "mauvaise politique sociale" de Promodes, pour demander de "véritables accords d'entreprises". Par-dessus tout elle craint que les ouvriers ne prennent conscience de la nécessité de la Révolution. Elle envoie son délégué pour l'ensemble des dépôts et convoque les militants Front Rouge avec les ouvriers. Elle attaque ces militants : "vous n'avez rien à faire ici ; vous voulez politiser le mouvement ; vous voulez faire la Révolution tout de suite ; vous



n'êtes que des casseurs ; allez-vous en". Bref, c'est la ligne du congrès de Nantes... Mais c'est l'échec. Les ouvriers refusent de cautionner cette position. Quant à la CGT, elle n'est pas représentée à l'entrepôt de Caen ; mais elle choisit le moment où la grève s'élargit aux autres dépôts, où les contradictions avec la maîtrise partout s'accroissent,

pour engager des négociations séparées au dépôt d'Evreux en appelant à la reprise : c'est le coup de poignard dans le dos. Le dépôt de Caen est isolé. La reprise se fait le 5 juin avec des miettes. Mais la lutte ne peut que reprendre, et les bases sont jetées pour avancer dans l'organisation révolutionnaire de ces travailleurs. correspondant Caen.

caterpillar : 8^{ème} semaine de grève les grévistes maintiennent leurs revendications malgré la c.g.t.



A l'exemple des OS de Renault, de Peugeot, les 2.000 ouvriers de Caterpillar (Grenoble-Echirolles) entrent dans leur huitième semaine de grève. Cette grève est exemplaire par la façon dont les ouvriers ont réussi à imposer leurs revendications et leur direction dans la conduite de la lutte, malgré tous les efforts (opposition directe, louvoiements, démagogie) de la CGT qui est le principal syndicat de l'usine.

Une plate-forme syndicale était discutée parmi les ouvriers au cours de débrayages qui depuis 2 mois allaient en se multipliant. Pour les ouvriers 2 revendications étaient essentielles : un 13^e mois de 1.500 F pour tous (actuellement ils touchent 600 F en 2 fois) et l'intégration des boni dans le salaire. Car, à Caterpillar, le boni, c'est l'enfer : il est habilement calculé pour compenser l'absentéisme massif dû aux conditions de travail intenable, et il varie d'une ligne à l'autre, d'un secteur à l'autre : de 30 % du salaire de base pour certains, il peut aller jusqu'à 50 % et une somme de 750 F pour d'autres. C'est un système de salaire au rendement particulièrement haï des ouvriers. C'est sur la base de ces deux revendications que le 25 avril au cours d'une assemblée générale intersyndicale, une cinquantaine d'ouvriers combattifs se regroupent. Ils vont trouver la CFDT (qui est en elle-même très faible) pour appeler à la grève illimitée et décident de constituer un comité de grève pour aboutir à la satisfaction de leurs revendications. Au bout de 2 jours, grâce à des piquets de grève explicatifs, il y a déjà 500 grévistes français et immigrés (Portugais, Espagnols, Italiens). Déjà, les chaînes de montage sont bloquées.

La CGT est alors obligée d'apporter son soutien au mouvement. Mais c'est pour proposer qu'à côté de la grève illimitée, il y ait un deuxième mouvement de débrayages limités à une heure ou deux par jour, dans lesquels elle entraîne les ouvriers les plus sensibles à son influence : OP1, OP2 de l'entretien et de l'affûtage. Elle sèmera ainsi pendant 4 semaines le flottement et la division. En même temps, dans les tracts, sur les panneaux des locaux du CE où se réunissent les grévistes, la grille hiérarchique fait son apparition. Cela suscite peu d'intérêt chez les ouvriers. Au contraire, lorsque un groupe d'ouvriers parmi lesquels un marxiste-léniniste oppose à cette revendication celle de « 200 F pour tous », cette nouvelle revendication est aussitôt acceptée par le comité de grève et votée par l'assemblée générale des travailleurs, à laquelle la CGT se trouve contrainte dans les faits de se soumettre. C'est cette revendication qui sera reprise dans les manifs et jamais celle de la grille hiérarchique. Si bien qu'après 6 semaines de grève la CGT n'en parle presque plus.

Ainsi même s'il n'est légalement reconnu ni par le patron ni par la CGT, le comité de grève, parce que les ouvriers se reconnaissent, eux, dans les revendications qu'il avance prend en fait le rôle dirigeant dans la lutte.

— ainsi lorsque les 17 et 18 mai malgré

l'opposition de la CGT, le Comité de grève impose dans les faits le durcissement du piquet de grève, le nombre de grévistes double malgré les provocations du patron et des cadres. Et la CGT deux jours plus tard est contrainte d'appeler... à durcir les piquets !

— ainsi, le 25 mai, c'est le comité de grève qui propose une manifestation à laquelle serait invitée la population ; c'est lui qui la fait voter en assemblée générale. Au départ de l'usine pour le lieu de rendez-vous, les révisionnistes essaient de retenir les ouvriers... qui partent sans eux. Et on voit les délégués CGT surpris courir à toutes jambes pour rattraper la manifestation ! Ils tentent alors de presser le mouvement pour que les ouvriers arrivent avant l'heure et avoir un prétexte pour la dispersion : « regardez, il n'y a personne ». Peine perdue : les pontes CGT partiront mais les ouvriers resteront, et la manifestation (800 personnes) se fera sans eux, avec les mots d'ordre : « 200 F pour tous ! », « A bas les cadences infernales », « à travail égal, salaire égal ! », « travailleurs français, travailleurs immigrés même patron, même combat ! ». Devant les boîtes de travail intérimaires, arme anti-grève de la bourgeoisie, les manifestants s'arrêtent le poing levé (« BIS, briseur de grève ! »). Lors des charges de flics sans sommation devant les locaux du « Dauphiné », les ouvriers de Caterpillar se replient mais ne se dispersent pas. Et devant le succès de cette manifestation on peut entendre la CGT (qui n'y avait pas participé) une semaine après la prendre à son compte et dire... « on s'est bien battu avec les flics ! »

— même chose le 30/5 à la manifestation « unitaire » organisée cette fois par les organisations et partis de « gauche ». Il y a 2000 personnes : les mots d'ordre des ouvriers (les mêmes que le 25) couvrent ceux de la CGT. La CGT a mobilisé le SO local de l'U.D. et pourtant le comité de grève réussira à déployer sa banderole presque en tête de la manifestation.

Cette grève est aussi caractéristique par l'attitude de la direction. 3 lettres d'intimidation envoyées aux ouvriers. Embauche massive d'intérimaires. Contre-piquets (genre milice) qui s'attaquent aux grévistes du piquet : mis en place dès le début, ils disparaissent un temps pour faciliter les attaques-surprises en voiture par exemple, et pour réapparaître à la 6^e semaine de grève, la combativité des ouvriers ne faisant que se renforcer. 3 ouvriers ont été blessés. En même temps qu'elle réinstalle ses contre-piquets, la direction accepte de négocier... après la reprise du travail ! En attendant elle propose que 150 OS passent P1, elle lâche une avance de 200 F récupérables et annonce... 42 sanctions. Rien sur les revendications essentielles !

Ainsi, comme à Renault, comme à Peugeot :

— la bourgeoisie montre son refus de satisfaire en quoi que ce soit les revendications des ouvriers les plus exploités.

— les révisionnistes montrent leur impuissance à imposer leur direction aux

ouvriers au cours de la lutte. Cela se traduit bien par un certain désarroi parmi les militants de la section CGT de la boîte. Aussi, le 30/5, c'est au SO de l'UD que les révisionnistes font appel, le SO CGT de Caterpillar manifestant derrière le comité de grève !

— les ouvriers en lutte font preuve d'une détermination farouche à ne pas se laisser désarmer de leurs revendications, de leur lutte. Lors de la manifestation « unitaire » du 30 mai lorsque pour couvrir le mot d'ordre des révisos « une seule solution, le programme commun », les révolutionnaires lancent « une seule solution, la Révolution ! », c'est ce dernier mot d'ordre que reprennent massivement les grévistes de Caterpillar, exprimant par là leur méfiance à l'égard de ceux qui depuis le début cherchent à dévoyer leur lutte, et en même temps exprimant leur aspiration au socialisme. C'est le moment pour les marxistes-léninistes de développer hardiment la propagande communiste !

Correspondant Grenoble

HALTE AUX LICENCIEMENTS

fos-solmer

Les charitiers de la SOLMER sont terminés et les trusts USINOR, DE WENDEL vont bientôt pouvoir empocher les profits des nouvelles installations sidérurgiques de FOS. Au prix d'une intensification du travail maximum, au prix de près de 40 « accidents » de travail par jour, et d'assassinats du Capital quasi quotidien. Alors les ouvriers des chantiers attirés là par de belles promesses, aujourd'hui usés, mutilés, sont jetés à la rue. 1000 ont été licenciés. 2400 le seront d'ici 74. Le 5 juin au matin, 300 gardes mobiles investissent les chantiers. La raison ? la grève de 24 h lancée par la CGT pour ce jour là ? Non. La peur surtout que cette grève ne soit l'occasion d'une mobilisation plus dure des ouvriers justement révoltés.

du jour au lendemain le 25 mai sous prétexte de « rendement insuffisant » ou d'« absentéisme ». Parmi eux de vieux ouvriers qui ont usé leur vie et leur santé chez Morey, pour certains depuis 32 ans. En réponse, les 1000 ouvriers et ouvrières commencent le 30 mai une grève illimitée. Le 4 juin le patron fonce en voiture à plusieurs reprises sur le piquet de grève et blesse une dizaine d'ouvrières. Cela ne l'empêche pas d'appliquer scrupuleusement la nouvelle loi sur « le droit de licenciement » soi-disant restrictive pour les patrons : le cas des licenciés sera ré-examiné individuellement en présence de leur chef et d'un « défenseur » de leur choix... Merci M. Morey.

lip besançon

Là encore restructuration du trust : Lip-Besançon ne sera plus qu'une usine de montage. Cela veut dire : déqualification massive des ouvriers, chômage. 400 licenciements sont prévus. Depuis un mois les ouvriers ont entamé la lutte : ils ne remplissent plus les cartes mécanographiques de pointage des pièces faites et travaillent au ralenti. Les révisionnistes s'attachent à dévoyer cette lutte vers la défense du « patrimoine national », contre le trust « Suisse ».

Qui défend l'entreprise ? Près de 1.500 salariés dont se jouent l'emploi, la vie, l'avenir. Ils aiment cette usine née en 1867, au cœur de la ville, et reconstruite il y a treize ans au milieu des arbres et des prés d'un quartier neuf.

Elle est très belle. Elle est française. Depuis 52 jours, ils la défendent pied à pied sous la direction de leurs syndicats CGT et CFDT, avec les cadres de la CGC aussi.

Huma du 8/6/73

lievin

La SIMA est une de ces entreprises récemment installée dans le pays minier pour empocher les grosses primes accordées aux patrons qui viennent profiter du chômage dans les mines. La prime empochée, la SIMA n'a plus... qu'à « déposer son bilan »... A Liévin, 657 ouvriers sont ainsi menacés de licenciement. Voilà ce qu'est pour le Capital « la reconversion des mineurs » !... Depuis plus d'une semaine, les ouvriers occupent l'usine.

cuiseaux

La restructuration dans l'industrie alimentaire : cela veut dire chez MOREY (fabrique de salaisons), depuis un an, production réorganisée, cadences accélérées. Cela veut dire aussi : 61 ouvriers et ouvrières licenciés

sous presse

5 F

OCTOBRE N° 2 le trotskisme contre la révolution prolétarienne

soutenons la presse communiste

C'est il y a déjà plus d'un mois que nous avons enregistré le succès des 4 millions grâce au grand effort déployé par nos camarades et nos lecteurs. Il faut aujourd'hui fixer de nouveaux objectifs de soutien à la presse communiste. Car répétons le, le travail de soutien à notre presse doit être permanent et aller en se développant comme va en se développant le travail et l'influence des Marxistes-léninistes, comme vont en se développant nos besoins pour rédiger la presse : les frais que nous devons couvrir ne recouvrent pas seulement les frais d'impression et d'expédition du journal, mais aussi les frais de reportage, les frais de matériel, de locaux... Et ces frais, le passage à huit pages les a évidemment augmentés ! Pour les couvrir, il n'y a que 2 moyens, pour une presse qui ne vit pas des subventions de la publicité capitaliste : intensifier la vente et la diffusion du journal, poursuivre la souscription.

5 MILLIONS D'ICI Le 15 OCTOBRE

C'est 5 millions que nous réclamons dans 4 mois. Nous ne sous-estimons certainement pas le ralentissement de l'activité militante pendant les congés (surtout Août) mais cela ne doit pas interdire la collecte et la souscription. D'abord il faut prendre le départ de la souscription dès maintenant, et non pas comme cela avait été fait lors de la précédente : accumuler un retard pendant les premiers mois qui contraignent à un très grand effort à l'arrivée du terme. Ensuite, cette période de congés doit être justement mise à profit : certains jeunes lecteurs sympathisants nous ont déjà écrit leurs intentions de

travailler pendant : les congés, les uns une quinzaine, les autres un mois pour pouvoir verser une souscription « extraordinaire » au terme de ces vacances. Nous appelons tous nos jeunes sympathisants qui fréquentent encore l'école et ont ainsi plusieurs mois de congés à répéter cette juste initiative : un mois de travail pour FRONT ROUGE pendant les vacances.

1000 ABONNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES D'ICI LE 15 OCTOBRE

Il faut poursuivre l'effort de diffusion déjà entrepris. Outre la diffusion militante qui doit progresser sur la prospection systématique de nouveaux points de vente, par la construction de réseaux de diffusion, par la vente systématique du journal dans les organisations de masse, il faut aussi multiplier notre réseau d'abonnés. Nous fixons l'objectif de 1000 abonnements d'un an supplémentaire d'ici quatre mois. Là encore, les initiatives doivent être nombreuses, des objectifs précis dans les villes doivent être fixés et respectés, et les lecteurs isolés, les abonnés isolés doivent eux aussi prospecter. Là encore il faut mettre à profit les vacances pour abonner des personnes qui ne sont pas d'habitude en contact avec nous. Nos tarifs d'abonnement exceptionnellement bas pour un hebdomadaire de 8 pages à un franc resteront en vigueur jusqu'au 1^{er} septembre : mettons cet atout à profit pour multiplier les abonnements.

POUR DOUBLER LE CONTENU DE FRONT ROUGE DE MANIÈRE PERMANENTE 5 MILLIONS, 1000 ABONNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES D'ICI LE 15 OCTOBRE !

**5 millions
1000 abonnés supplémentaires
avant le 15 octobre**

passer vos commandes à

C. REY
240 av. Th. Braun
69 Villefranche S/Saône

les 2 premiers numéros
10 F

OUI NOTRE REVOLUTION SERA PROLETARIENNE

mystificateurs bourgeois ...

Depuis des années, sociologues bourgeois et autres théoriciens réformistes s'efforçaient de prêcher qu'en Europe, et en Amérique du nord, la classe ouvrière serait en voie de disparition, qu'elle serait remplacée grâce à la « révolution technologique », par une armée de techniciens d'employés de bureau, de « cols blancs ».

Certes de 54 à 68 par exemple la bourgeoisie en France a doublé le nombre des contremaîtres recrutés pour faire suer la plus-value. Alors que dans le même temps la classe ouvrière n'augmentait que de 17 %. Oui, mais tandis que les contremaîtres représentent toujours moins de 2 % de la population « active », la classe ouvrière, elle, en constitue près de 40 %... Ainsi les statistiques de la bourgeoisie suffisent à volatiliser les fables de ses théoriciens.

D'autant plus qu'au sein de la classe ouvrière, durant cette même période, la proportion des ouvriers non qualifiés n'a cessé d'augmenter, passant de 52,5 à 63,4 % pendant que diminuait corrélativement la proportion des ouvriers qualifiés (de 47,5 % à 36,6 %). Voilà les résultats officiels de la « révolution technologique » qui devait transformer les ouvriers en techniciens en blouse blanche...

D'autres théoriciens ne cherchent pas à nier l'existence de la classe ouvrière ; ils affirment, comme Marcuse mis en vedette par la bourgeoisie en 68, qu'elle n'a plus dans les pays capitalistes avancés d'aspirations révolutionnaires, qu'elle est complètement intégrée à la « société de consommation » chloroformée par le frigidaire, la télévision, et l'automobile que le seul espoir de changement viendrait d'autres couches : la jeunesse, le lumpen-prolétariat, l'intelligentsia. Ou bien encore, que la révolution ne peut plus se produire dans les pays industriels de l'Europe ou de l'Amérique, mais uniquement dans les pays appauvris du « tiers monde ».

Toutes ces élucubrations ont été, en grande partie, balayées par les puissants mouvements de lutte engagés par la classe ouvrière non seulement en France en 1968 mais aussi en Angleterre en Italie, en Suède. Devant des luttes de plus en plus nombreuses et déterminées, engagées par les O.S., les experts bourgeois ont mis en sourdine pour l'instant leurs discours sur la « nouvelle classe ouvrière en blouse blanche », ou sur « l'intégration de la classe ouvrière », et comme s'ils venaient de le découvrir, se penchent sur le travail à la chaîne, et les « problèmes » des grandes entreprises modernes.

... et mystificateurs révisionnistes

Les révisionnistes (et à leur suite bien entendu les trotskistes), colportent à leur manière ces sornettes réactionnaires. D'une part, ils continuent à faire croire que « l'O.S. de 72 est bien différent de celui de l'entre 2 guerres », bref que la masse des ouvriers y compris les O.S. se rapproche de plus en plus des techniciens. Mandel, théoricien actuel du trotskisme, leur emboîte le pas : « la révolution technologique tend à réduire de plus en plus la place des manœuvres, du travail non qualifié et purement répétitif dans le processus de production » (1970).

D'autre part, les révisionnistes répandent toujours l'idée que « ces dernières années, ... les employés, les fonctionnaires, les ITC ont particulière-

ment subi l'aggravation de l'exploitation », bref que ces couches s'apparentent voire s'intègrent de plus en plus à la classe ouvrière. Et Mandel de rabâcher : « la nature des tâches exécutées dans l'usine semi-automatisée par les ouvriers, les comptables et les techniciens « tend singulièrement à s'uniformiser » ; il y a « homogénéisation croissante du travail salarié ».

Toutes ces analyses largement répandues par la bourgeoisie, largement reprises, avec quelques variantes, par les appareils révisionnistes (P.C.F.-CGT) par les trotskistes, par la social-démocratie du PS au PSU, en passant par la CFDT, toutes ces analyses ont un but bien précis : jeter la confusion, le désarroi dans la classe ouvrière.

Seuls les marxistes-léninistes affirment clairement : **plus que jamais la Révolution que nous avons à faire c'est la Révolution Proletarienne. Plus que jamais, le prolétariat est la seule classe capable de mener jusqu'au bout la Révolution socialiste, la force dirigeante de notre Révolution.**

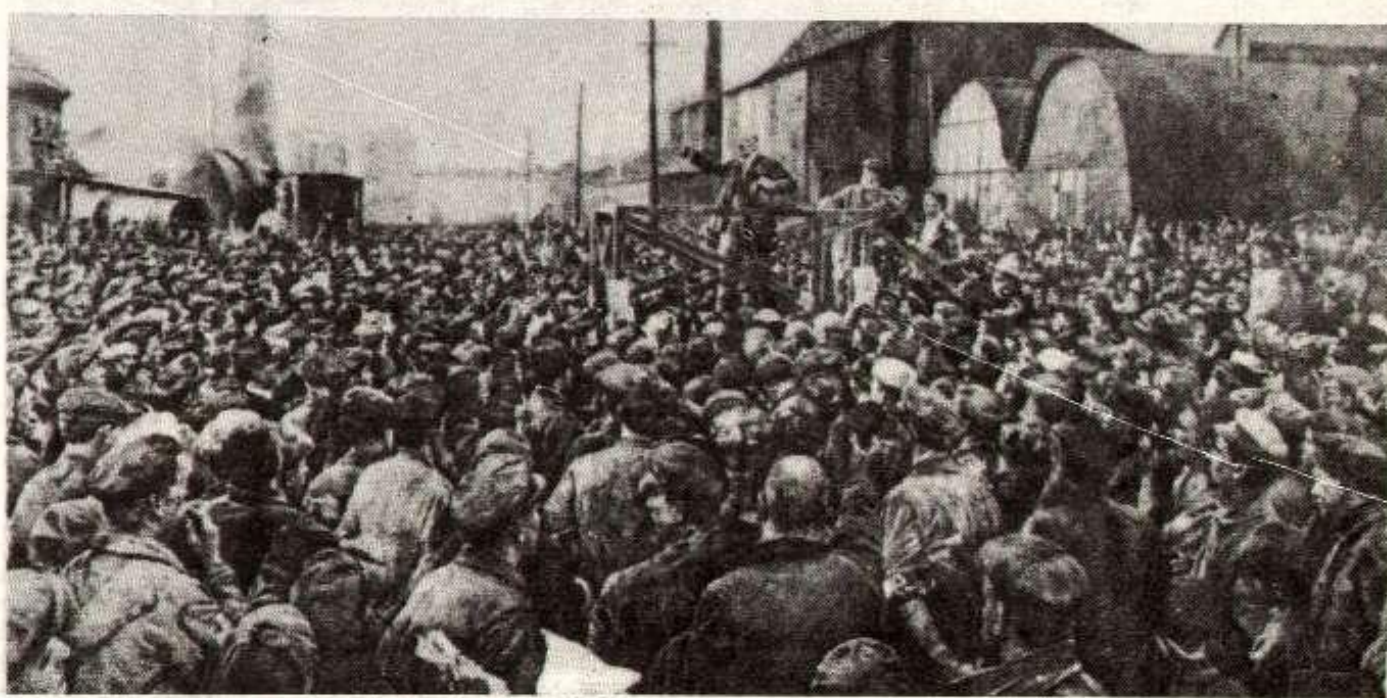
aucune étape ne nous sépare du socialisme I

Si nous affirmons cela, ce n'est pas seulement parce que les ouvriers sont, dans leur ensemble, la classe la plus pauvre et la plus opprimée de notre société, si nous affirmons cela c'est parce que nous nous appuyons sur l'analyse scientifique, marxiste du développement des sociétés, sur l'expérience historique des révolutions prolétariennes et sur la situation, en France même, des classes en lutte.

Depuis bientôt 2 siècles, ce qui constitue la base même de notre société, l'organisation de sa production, ce sont les rapports de production capitalistes : en englobant toute la sphère de la production, le capitalisme a rationalisé au maximum l'exploitation, il a énormément augmenté les forces productives, socialisé la production, concentrant dans ses usines les travailleurs industriels par milliers et dizaines de milliers. Mais en même temps, inéluctablement, la bourgeoisie, la classe des propriétaires du Capital, qui monopolise la propriété des moyens de production a multiplié, développé à l'autre pôle de la société la classe des prolétaires, la classe de tous ceux qui n'ont d'autres moyens pour vivre que de lui vendre sa force de travail.

Les choses ont-elles changé depuis ? Sur quoi repose tout notre système économique sinon sur l'esclavage salarié, sur la recherche effrénée de la plus value extorquée à la classe ouvrière ? Par contre ce qui est apparu de plus en plus clairement c'est que le système d'exploitation, en particulier dans notre pays, avait fait son temps : désormais pour la première fois dans l'histoire de l'humanité les forces productives ont atteint avec le capitalisme un niveau de développement tel qu'elles permettraient de répartir également le travail sur tous les membres de la société, que toute classe dominante et exploiteuse est devenue superflue, n'a plus aucune raison d'être économique. Bien plus, le maintien du système capitaliste est devenu un obstacle de plus en plus évident au développement social. C'est ce que montrent le gaspillage gigantesque entraîné par la concurrence capitaliste, les millions de travailleurs jetés sur le pavé contraints à rester improductifs, l'accumulation des richesses stérilisées, stockées, inemployées, inutiles aux masses ; c'est ce que montrent les 2 guerres mondiales déclenchées par les impérialistes pour s'ouvrir par la force des marchés alors que dans leur propre pays les masses reçoivent à peine de quoi subsister.

Notre Révolution a donc pour



V.I. Lénine et les ouvriers de l'usine Poutiloff.

tâche de supprimer l'exploitation, de liquider comme classe la bourgeoisie exploiteuse, d'instaurer un système économique entièrement nouveau fondé sur la propriété sociale des moyens de production.

le prolétariat force dirigeante de notre révolution

Mais quelle force sociale est à même de prendre en main cette révolution, de la diriger, de la conduire jusqu'à la victoire ? Marx et Engels ont été les premiers à affirmer clairement que seule la classe ouvrière pouvait diriger et accomplir cette révolution, la mener jusqu'au bout.

Pourquoi ? La classe ouvrière est la seule classe qui subit quotidiennement, directement la contradiction entre la socialisation croissante des forces productives (grands bagnes capitalistes) et l'appropriation privée de toutes les richesses qu'elle produit. C'est la seule classe qui soit directement affrontée à la classe capitaliste et puisse l'envisager clairement comme l'ennemi à vaincre.

La classe ouvrière est la seule classe qui n'a absolument rien à perdre, qui a, au contraire, tout à gagner à la destruction du capitalisme. Complètement dépossédée, réduite à la vente de sa force de travail, elle n'a pas le moindre intérêt, en tant que classe, à voir subsister la propriété privée des moyens de production.

La classe ouvrière est la seule classe qui a intérêt à mener la destruction du capitalisme, l'édification du socialisme jusqu'à son terme ultime le communisme : car même après la victoire de la révolution dans un pays, tant qu'il restera des exploités, à l'échelle mondiale, son émancipation ne sera pas définitivement assurée, et il subsistera toujours pour elle le risque de retomber sous le joug de l'esclavage salarié.

La classe ouvrière est la seule classe capable de prendre en mains l'édification de la société nouvelle, socialiste. Formée par les capitalistes à la discipline de l'usine, directement liée à la grande production moderne, elle seule est capable de transformer la société en un seul et même atelier collectif, planifié, elle seule est capable d'instaurer et d'organiser une discipline consciente de tous les producteurs.

La classe ouvrière enfin, concentrée, et soumise à une discipline de fer par le capital, a retourné contre la bourgeoisie, en luttant contre elle, la situation qui lui était faite. Elle est devenue la classe la plus capable, de cohésion d'organisation, de discipline combattante et d'abnégation. Elle est la seule classe capable d'édifier son état major politique, son Parti sur des bases scientifiques, sur le marxisme léninisme.

le prolétariat force principale de notre révolution

Ainsi les révisionnistes sèment le désarroi en diluant la notion de classe ouvrière, en voilant par là ce qui constitue sa cohésion et son potentiel révolutionnaire. Mais ils utilisent dans notre pays, un autre moyen pour saper la confiance de la classe ouvrière dans son rôle historique de dirigeante de la Révolution socialiste : comme nombre de réformistes ils répandent l'idée que la classe ouvrière ne peut pas engager de front la lutte pour le socialisme, qu'elle serait immanquablement isolée : elle devrait donc d'abord participer à un rassemblement de tous les mécontents baptisé « union populaire », amalgame « des techniciens et des ingénieurs, de l'immense masse des paysans, des employés et des petits commerçants, des artisans, des enseignants, des intellectuels et des artistes, des petits et moyens entrepreneurs ». Cette union des mécontents ne pouvant viser au socialisme, mais seulement à un hypothétique stade intermédiaire de « démocratie avancée ».

Ce faisant, ils dissimulent que dans un pays comme le notre, fortement industrialisé, la classe ouvrière constitue, depuis longtemps, la force principale de notre Révolution. On a vu que selon les statistiques officielles (qui minimisent ces chiffres) la classe ouvrière forme, à elle seule, près de 40 % de la population dite active. Compte tenu de sa concentration, de la cohésion de ses intérêts de classe, elle constitue donc un immense potentiel révolutionnaire.

forçons l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière

La question est de savoir comment mobiliser ce potentiel révolutionnaire, comment constituer l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière, dans notre pays, comment mener à l'assaut de l'Etat bourgeois, par centaines de milliers ces bataillons ouvriers. En brandissant la nécessité de « l'union populaire » les révisionnistes visent en particulier à escamoter ce problème crucial. Ils font comme si l'unité de la classe ouvrière était au fond réalisée pour l'essentiel et qu'il s'agissait avant tout de « gagner » à elle toute une série de couches sociales y compris les « moyens patrons » !

Ce faisant, ils se démasquent comme les porte-paroles de l'aristocratie ouvrière, cette mince couche supérieure de la classe ouvrière que la bourgeoisie, dans un pays impérialiste comme le nôtre, a les moyens de corrompre, d'intégrer à la petite bourgeoisie. C'est l'aristocratie ouvrière qui prêche l'acommodement aux conditions du capi-

talisme (ce qui n'est réalisable que pour elle), qui cherche à utiliser comme masse de manœuvre la classe ouvrière et ne lui offre comme seule perspective que l'union avec tous les mécontents, c'est-à-dire en fait de se mettre à la remorque des différentes couches de la petite bourgeoisie qui revendiquent une place plus avantageuse dans le système impérialiste.

Pour nous, l'unité de la classe ouvrière ne peut se réaliser que dans la lutte contre l'influence paralysante et désagrégratrice de l'aristocratie ouvrière. Pour nous, l'unité de la classe ouvrière ne peut se réaliser, en France, qu'autour des couches d'ouvriers les plus exploités (O.S., manœuvres, jeunes, immigrés, femmes), sur la base de leurs revendications fondamentales. C'est sur ces bases que la classe ouvrière de notre pays peut forger son unité de combat, peut faire converger toute son activité révolutionnaire vers cette cible claire et unique : la destruction de l'impérialisme français, l'instauration du socialisme en France.

Cela ne signifie pas que la classe ouvrière, en tant que force principale de notre Révolution, n'a pas à se soucier de nouer toutes les alliances possibles avec d'autres classes et couches sociales en vue de la Révolution. Mais dans quelles conditions ? En dehors des peuples dominés qui ont, comme elle, directement intérêt à la liquidation de la bourgeoisie impérialiste française, la classe ouvrière en métropole même, ne peut compter, pour le moment, rallier à la Révolution prolétarienne que les paysans pauvres et semi-prolétaires. Seule la résolution de la classe ouvrière dans ses luttes propres, sur son propre programme, lui permettra de neutraliser les couches diverses de la petite bourgeoisie et d'entraîner le moment venu des pans entiers de ces couches à la conquête du socialisme.

C'est dans la mesure où la classe ouvrière se constituera en force révolutionnaire, puissante, autonome, que ces couches diversement alliées à l'impérialisme et qui ont en général tendance à espérer de lui une amélioration de leur sort pourront s'en détacher et se tourner vers les perspectives ouvertes par le prolétariat révolutionnaire.

Mais la destruction de l'Etat bourgeois, la prise du pouvoir par le prolétariat n'est que le début, le premier acte de notre Révolution.

Notre Révolution sera prolétarienne parce que la classe ouvrière, dirigée par son Parti est la seule classe capable d'instaurer après la victoire de la Révolution, un nouveau pouvoir, sa dictature, pour guider les masses exploitées dans l'édification du socialisme, vers le communisme. C'est ce que nous examinerons dans un prochain article.

les peuples du pacifique contre la bombe française

En Australie, en Nouvelle Zélande, au Pérou, un vaste mouvement s'est élevé contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. En Australie, le boycott des produits français est devenu un mouvement de masse.

C'est que l'impérialisme français se conduit dans le Pacifique comme en territoire conquis. A intervalles réguliers, il interdit à tout avion, à tout bateau de circuler dans une zone qu'il délirait arbitrairement, et il fait exploser une bombe. Après quoi, l'armée française lance un communiqué de victoire, pendant que les nuages radioactifs s'en vont retomber sur les îles du Pacifique, l'Australie ou l'Amérique Latine, après avoir contaminé les bancs de pêche de Polynésie.

Les populations de Polynésie, territoires "français" d'outre-mer sont les premières victimes de la politique nucléaire française. Chassé d'Algérie et donc du Sahara, qu'il avait transformé en zone d'essais nucléaires, l'impérialisme français a transporté ses installations en Polynésie, dans l'atoll de Mururoa. L'atoll est entièrement investi par l'armée. Quant aux polynésiens des îles voisines, déplacés à chaque explosion, ils courent en plus le risque des retombées radioactives. La présence militaire a également entièrement transformé l'économie de l'île voisine de Tahiti : coup de fouet à l'économie tahitienne disent les impérialistes, mais en réalité destruction systématique des structures traditionnelles pour transformer l'île en lieu de commerce et de plaisir pour les militaires en permission.

La bombe atomique est une arme aux mains de l'impérialisme français, pour dissuader d'autres impérialismes de l'attaquer, mais c'est aussi une arme contre les peuples dominés. C'est déjà aujourd'hui au stade des essais un instrument d'oppression de ces peuples avant d'être un instrument de destruction, si un jour elle est utilisée contre eux. Voilà ce qu'est la bombe atomique, aux mains de l'impérialisme. Aux mains du peuple d'un état socialiste, c'est un instrument de libération et de paix. Voilà ce qu'est la bombe atomique chinoise, instrument de dissuasion contre les visées agressives de l'impérialisme, non seulement contre la Chine Rouge, mais aussi contre les peuples dominés.

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS!

A l'occasion de son Premier Congrès, le Mouvement Anti-impérialiste des Comités Indochine Palestine a souligné sa volonté de lutter contre l'impérialisme français.

A l'heure où en Afrique, des millions de paysans souffrent de la faim et de la soif, on ne saurait en effet passer sous silence les crimes de notre propre impérialisme. Ayant réussi à la fin du XIXe siècle à se partager l'Afrique avec l'impérialisme anglais, il a dû reculer depuis, devant le Mouvement de Libération des peuples et accorder l'indépendance formelle à la plupart de ses anciennes colonies.

Mais le réseau de domination financière, économique, culturelle et militaire qu'il avait mis en place reste intact pour l'essentiel, de même que son système de déportation de main-d'œuvre. Les récents événements de Madagascar et des Comores sont là pour nous montrer que, en cas de nécessité, il peut encore battre en retraite pour préserver l'essentiel. Cependant, il n'hésite pas à soutenir le colonialisme portugais, l'Afrique du Sud et la Rhodésie fascistes en vue de maintenir avec leur collaboration l'oppression impérialiste de l'Afrique.

Ainsi, luttons-nous sans équivoque !

- pour l'indépendance des colonies (soi-disant DOM-TOM)

- pour le retrait complet de toutes les troupes et la liquidation de toutes les bases d'agressions françaises.

- pour la liquidation du système "d'aide économique" et de "coopération technique", et la restitution aux peuples opprimés des entreprises impérialistes françaises existant sur leur sol.

- pour la cessation de toute livraison d'armes et la suppression de l'encadrement militaire fournis aux régimes fantoches, ainsi que pour la cessation de la collaboration militaire avec les autres colonialistes.

- pour l'abrogation immédiate de la Circulaire Fontanet et pour la liquidation du système de déportation de main-d'œuvre vers la France.

Nous affirmons également que quiconque ne se place pas en France sur ces positions, quiconque prêche "l'autonomie" pour les DOM-TOM, une "coopération démocratique", et autres faux-semblants n'est qu'un anti-impérialiste en peau de lapin.

En organisant le meeting du 17 juin, en y donnant la parole à de nombreux représentants des peuples opprimés par notre impérialisme, nous entendons faire un premier pas sur la voie d'une de nos tâches fondamentales : gagner la classe ouvrière de notre pays à un soutien sans réserve aux peuples opprimés par l'impérialisme français, contre l'ennemi commun.

CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS,
POUR LA VICTOIRE DES PEUPLES OPPRIMÉS ! le secrétariat national du M.A.-I.C.I.P.



Les bases françaises dans l'océan indien

dimanche 17 juin
14 h 30

salle B Mutualité

MEETING A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS

organisé par les C I P

avec la participation déjà assurée de :

FEANF
AGTAG
AGEG
AGEM

UEG
UNEM
UGESM
ASEC

Comité de soutien
aux déserteurs et
réfractaires portu-
gais
CACF

l'armée française redispense ses pions dans l'océan indien ..

Implanté à Djibouti, Madagascar, la Réunion, et les Comores, l'appareil militaire de l'impérialisme français dans l'Océan Indien voit depuis quelques temps son dispositif secouru par la lutte des peuples de la région.

Incapable de toute évidence d'affronter les armées des autres impérialistes (USA et URSS) l'armée française a disposé dans cette zone une force d'intervention coloniale (engins de débarquement pour la marine, transport de troupes par l'aviation) dirigée contre les peuples de la région.

Deux événements importants menacent aujourd'hui ce plan d'agression : - le mouvement du peuple Malgache contre le néo-colonialisme a contraint le gouvernement Ramanantsoa à demander l'évacuation des troupes de Diego-Suarez et de Ivato.

- le mouvement du peuple comorien pour l'indépendance, contraint les autorités fantoches des îles à mettre sur pieds une pseudo "indépendance dans l'amitié et la coopération avec la France".

Face à cette nouvelle situation, l'impérialisme français modifie son dispositif en visant à le préserver pour l'essentiel :

- d'une part il transfère ses forces ter-

restres de Madagascar dans sa colonie de la Réunion à 800 km de là.

- d'autre part il conserve à Diego-Suarez (Madagascar), des facilités d'escale et de réparations "sans limite" pour sa flotte qui continuera à roder dans l'Océan Indien.

- enfin, à Mayotte, île des Comores, l'impérialisme français envisage de créer un nouveau mouillage pour sa flotte. Se préparant à faire face à toute éventualité, dans le même temps où il prépare la transformation des Comores en néo-colonie, il fomenté en sous-main un "mouvement mahorais" partisan du rattachement direct de Mayotte à la France.

Au total, comme le déclarait le sinistre Bigeard, bourreau du peuple algérien : "Cela ne change pas grand chose. La stratégie française ne sera pas bouleversée dans cette région du monde". Tout en battant en retraite, l'impérialisme français se maintient avec l'appui de ses fantoches plus ou moins déguisés (nous y reviendrons.)

Mais patience ! les peuples de la région sauront un jour "bouleverser" cette stratégie. Dès maintenant, exigeons avec eux la liquidation de toutes les bases et le retrait des troupes d'intervention de l'impérialisme français !

à la fête d'O salto

Ces 9, 10 et 11 juin, s'est tenu à la cartoucherie de Vincennes, la fête populaire des travailleurs immigrés portugais. "Jogos Florais Portugues" avec le soutien de nombreuses organisations anti-impérialistes.

Le beau stand d'O Salto - un gigantesque filet tendu d'une toile blanche - retient l'attention ; dessous de nombreux panneaux de ce journal révolutionnaire. A côté des déserteurs de l'armée coloniale portugaise qui refusent de combattre les peuples d'Angola, de Mozambique, et de Guinée Bissau, une loterie du "Soccorso Vermello" crée un attroupement et permet d'alimenter une caisse d'aide aux victimes de l'état fasciste portugais. Plusieurs expositions montrent de manière vivante les exactions de ce colonialisme en Afrique et dans sa métropole ainsi que les guerres populaires engagées contre lui. Les divers impérialismes ne sont pas épargnés ainsi que leurs fantoches, par les autres participants : Librairie Palestine, Liga gegen Impérialismus, Association des Travailleurs Marocains en France etc... Les Comités Indochine Palestine font une collecte

au profit du Croissant Rouge Palestinien à laquelle tiennent à participer les ouvriers de toutes nationalités, exaltant ainsi l'internationalisme prolétarien.

Le tract d'appel au meeting contre l'impérialisme français du 17 Juin est diffusé massivement, des contacts sont pris.

De nombreux panneaux et films expliquent le pourquoi de l'immigration portugaise dans les autres pays européens.

Le stand des Comités pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet reflète l'activité des différents comités parisiens, la plate-forme traduite en portugais est diffusée, des discussions animent le stand et de nombreux contacts sont pris. Les troupes de théâtre - du Soleil, des Tempêtes, de l'Aquarium, - donnent des représentations, et les chansons progressistes reçoivent un bon accueil. La journée du Dimanche se clôture par un bal animé. Cette fête populaire conjuguant dans une chaleureuse camaraderie, distractions, dénonciation de l'impérialisme et soutien aux guerres du peuple a été un succès.

C.I.P. nouveaux succès de la campagne LIBAN 73



demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à :

FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord. 1 F.
- l'interim : organisation et exploitation du chômage 2 F.

ajouter 0,50 f, par brochure pour le port

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

	France	Etranger
Pli normal	1 an 20 F 6 mois 10 F	1 an 40 F 6 mois 20 F
Pli fermé	1 an 70 F 6 mois 35 F	1 an 100 F 6 mois 60 F

abonnement: 3 mois: 5 f

juin 1967

l'agression sioniste ...

juin 1973

guerre du peuple dans les territoires occupés

Le 5 Juin : les Palestiniens habitant les territoires occupés par Israël ont marqué l'anniversaire de l'agression sioniste de 67 par une grève générale contre l'occupant.

Les occupants sionistes avaient multiplié leurs efforts pour faire échouer cette grève, patrouilles, rafles, arrestations de nombreux Palestiniens. En vain. La grève a été une réussite. En même temps, des bombages sur les murs, des tracts, des affiches appelant à lutter contre l'occupant sont apparues. Des drapeaux palestiniens ont été hissés à Jérusalem.

La lutte du peuple palestinien, en territoire occupé par Israël, va de l'avant.

Il y a 6 ans, le 5 juin 1967, l'armée sioniste lançait la plus importante agression de son histoire. En 6 jours, le potentiel militaire des 3 pays arabes, l'Égypte, la Jordanie, et la Syrie, était en grande partie détruit, et le territoire occupé par Israël connaissait une formidable expansion. Pourtant la puissante machine de la propagande sioniste en France, comme dans la plupart des pays capitalistes, a réussi le tour de force de transformer le noir en blanc : faire passer pour un acte courageux d'auto-défense ce qui n'était qu'une formidable agression. En effet pendant la guerre de 67, seule dans la presse française, l'Humanité Nouvelle (qui deviendra quelques mois plus tard l'organe du PCMLF) a élevé la voix pour défendre le peuple palestinien.

La propagande sioniste présente la guerre de juin 67 comme une opération de défense de l'état d'Israël attaqué par l'armée égyptienne. Cette thèse est vite démentie... par les sionistes eux-mêmes. Le général Bold, qui servait l'état major sioniste pendant la guerre de 67, avoue : "Je suis persuadé que le gouvernement n'a pas une seule fois entendu par l'Etat Major que la menace militaire égyptienne constituait un danger pour Israël... Tout ce qui a été dit par la suite n'était pas en jeu dans les considérations de ce jour là. "Durant la guerre de Juin, nous avons réussi à obtenir des lignes militaires idéales qui, à présent, sont considérées comme notre réalisation la plus importante" avoue, fin 67, le Général Rabin. Voilà la seule raison de la guerre de 67.

La propagande sioniste présente la guerre des 6 jours comme une preuve éclatante de la supériorité des sionistes sur les Arabes. Ce

fut en effet une cuisante défaite pour les armées Arabes. Au même moment, le matin du 5 Juin, les avions égyptiens et syriens ont été détruits au sol par l'aviation sioniste, puis les positions arabes immédiatement pilonnées au napalm. Les armées arabes, de type classique, ont été vaincues grâce aux formidables moyens mis à la disposition d'Israël par l'impérialisme US : un équipement militaire ultra-moderne, l'accès direct aux services de renseignements de la CIA...

Sans publier que, en plus de la 6e flotte, un navire-radar américain croisait au large des côtes : il avait pour mission de brouiller les radars égyptiens. L'agression sioniste de 67 a été montée par l'impérialisme US.

Cet échec des armées arabes eut d'importantes conséquences pour la Révolution Palestinienne. Après la guerre de 67, il était devenu évident aux yeux des masses palestiniennes qu'elles ne pouvaient compter sur les gouvernements arabes pour défendre leurs intérêts. Elles ne pouvaient compter que sur leurs propres forces. Il était également évident qu'à une armée sioniste ultra-moderne : puissamment soutenue et équipée par l'impérialisme US, les Palestiniens ne pouvaient rien opposer de semblable, même les armées arabes pourtant bien équipées s'y étaient cassés les dents. Il fallait adopter une tactique et une stratégie totalement différente, la guerre du peuple, car la principale force du peuple palestinien, c'est lui-même, sa détermination à libérer sa patrie.

La guerre de 1967 marquait la fin de toute une stratégie, celle de Choukeiri qui dirigeait l'OLP à l'époque : cette stratégie reposait sur une armée palestinienne de type classique, étroitement liée aux armées arabes. Les faits qui se sont déroulés depuis ont largement justifié ce changement de tactique : l'acceptation par certains pays arabes de la résolution du 22 novembre de l'ONU, le coup de poignard dans le dos de la résistance palestinienne donné par les réactionnaires jordaniens et libanais. Les succès de la guerre populaire dans les territoires occupés justifient également ce changement de tactique. Et depuis 67, ce ne sont plus quelques centaines de milliers, mais un million et demi de Palestiniens qui vivent en territoire occupé, s'engagent sur la voie de la guerre du peuple.

golda meir

willy brandt

2 "socialistes"

contre le peuple palestinien

Après la tournée de Scheel, ministre allemand des affaires étrangères dans les pays arabes, c'est maintenant Willy Brandt qui se rend en "Israël". Un pied dans les pays arabes, l'autre chez les sionistes, c'est la politique Ouest-allemande de balance.

Dans la balance, un des plateaux pèse plus lourd, celui d'Israël. Sous prétexte de réparation des dommages causés aux juifs par les nazis, l'impérialisme allemand a largement contribué au développement d'Israël : près de 2 Milliards de dollars d'aide gratuite, soit en nature une flotte marchande de 60 unités 5 usines électriques, une usine de traitement du cuivre, une pour le fer, un pipe-line, une raffinerie d'huile... En 1965 Bonn se brouille avec les pays arabes en livrant des armes à Israël, qui préparait l'agression de juin 67. Au sein de la Communauté Européenne, l'Allemagne reste le partenaire et le défenseur privilégié d'Israël : c'est ainsi que Scheel déclarait ne pas se sentir engagé par un document de la CEE qui faisait allusion... à la Résolution du 22 novembre 1967 de l'ONU. Il suivait ainsi les sionistes les plus durs, ceux qui refusent de rendre les territoires occupés depuis 67. Enfin, rappelons la vague de répression contre les Palestiniens vivant en Allemagne qui a suivi l'attentat de Munich : l'interdiction de la GUPS, des militants palestiniens arrêtés, d'autres livrés aux sionistes. Brandt a ainsi activement préparé la campagne terroriste sioniste en Europe de l'Ouest.

Malgré tout cela, Brandt multiplie ses efforts pour améliorer les relations allemandes avec les pays arabes. 90 % du pétrole allemand ne vient-il pas des pays arabes ? La R.F.A. n'est-elle pas le 2e fournisseur de l'Égypte après l'Union Soviétique ? Comme on le voit, l'impérialisme allemand est passé maître dans l'art de courir deux lièvres à la fois.

Toutes ces visées impérialistes valent donc bien un voyage en Israël, et même une lame hypocrite sur le mémorial des 6 millions de juifs assassinés par les nazis, car si Brandt milita contre Hitler, il n'en est pas moins aujourd'hui le représentant des mêmes trusts allemands qui il y a 30 ans finançaient Hitler et ses camps d'extermination. Et puis, n'oublions pas que Golda Meir et Willy Brandt font partie de la même famille, celle des "socialistes" à la Mitterand, des socialistes comme Brandt qui emprisonne les militants révolutionnaires allemands, ou comme Meir qui n'a conquis sa liberté que sur celle du peuple palestinien.

l'oligarchie argentine ressuscite le cadavre peron pas pour longtemps !

L'élection de Hector Campora comme président de la République argentine, sanctionne le retour au pouvoir du vieux dictateur Péron. Ayant pris pour ces élections à la tête d'un vaste front, allant des guérilleros "Montaneros" jusqu'aux nationalistes de droite, ex-fascistes, Péron se présente comme le champion des "Descamisados" les pauvres, et du nationalisme anti-yankee.

qui est peron ?

Jeune officier de l'armée argentine, il apparaît pour la première fois sur la scène politique en 1930 : il participe au coup d'état du général Uriburu, fomenté par la société US Standard Oil pour empêcher la nationalisation du pétrole argentin. En 1941, Péron est en stage militaire dans l'armée fasciste de Mussolini. Puis il participe au coup d'état de 1943, avec un groupe d'officiers pro-nazis : il occupe plusieurs postes au gouvernement. La guerre en Europe en mobilisant toute l'énergie des puissances impérialistes, comme la grande Bretagne qui dominait l'Argentine, lui a permis de se libérer de leur tutelle, ce qui a donné un coup de fouet à l'économie argentine. Dans

une certaine mesure, la classe ouvrière argentine profite de ce bien être, par une série de mesures sociales, hausse des salaires, assurances sociales, 13e mois. Péron, alors ministre du travail, s'attribue les bénéfices de ces mesures et acquiert une grande popularité. En 1946, les classes dirigeantes le placent seul à la tête du gouvernement. Ces mesures démagogiques à l'égard de la classe ouvrière ne survivront pas à la dégradation de l'économie argentine après guerre et Péron utilisera tout l'arsenal fasciste pour réprimer les luttes ouvrières, depuis l'armée ou les commandos anti-grève, jusqu'à la création d'une centrale syndicale corporative et inféodée au régime, la CGT. Quant aux belles déclarations anti-impérialistes de Péron, elles ne sont que du vent.

Bien sûr, Péron nationalise les Postes et les Chemins de fer, gérés par les sociétés françaises et anglaises, mais les indemnités qu'il leur accorde coûteront très cher au peuple argentin ; et puis, c'est Péron qui a signé avec la Société US Standard Oil des contrats inespérés pour elle. C'est encore lui qui a signé en 1950 le pacte de Rio de Janeiro qui lie militairement l'Argentine à l'impérialisme US. Renversé par un coup d'état en 1955, il s'est réfugié chez son ami, le fasciste Stroesser, puis chez Franco en Espagne. C'est cet homme là qui revient au pouvoir aujourd'hui.

quel avenir
pour le peronisme ?

Depuis 55, civils et militaires se sont succédés au gouvernement argentin (tous inféodés à l'impérialisme US) sans parvenir à redresser la situation économique qui est aujourd'hui catastrophique : le peso ne cesse de dévaluer, la dette extérieure s'élève à 6 milliards de dollars, et le coût de la vie a doublé en deux ans (70 à 72). Face à l'aggravation de la crise et à la dictature des militaires yankees fascistes, la lutte des masses a pris de l'ampleur, grèves, manifestations, foyer de guérillas... en 1969, c'est toute la région de Cordoba qui s'est soulevée contre la dictature. Pour les classes dirigeantes argentines et l'impérialisme US, seul Péron conserve encore suffisamment de popularité auprès des masses argentines pour redresser la situation. C'est bien pour cela que les grands thèmes de la campagne péroniste ont été la paix sociale et la reprise de l'économie, autour du mot d'ordre "de la maison au travail, et du travail à la maison" qui nous rappelle des airs connus. Péron a été compris, puisque dès le lendemain de son élection, Campora a reçu, pour sa politique de paix sociale, le soutien de tout le patronat argentin, depuis l'UIA représentant les sociétés étrangè-

res et les propriétaires fonciers, jusqu'à la CGE (représentant les PME) et... la CGT syndicat jaune et vendu, péroniste de longue date. De longue date aussi, les guérilleros argentins qui ont exécuté plusieurs bonzes corrompus de la CGT, ont situé celle-ci à sa place, dans le camp de la bourgeoisie.

pourquoi peron

revient-il au pouvoir

aujourd'hui ?

Péron a été ramené au pouvoir par une coalition hétéroclite, allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. Cette coalition ne fera pas long feu. Ce sont les masses, les ouvriers, la jeunesse qui ont été le fer de lance de la campagne électorale, trompés par la propagande populiste et nationaliste des péronistes. Mais c'est la droite capitaliste qui compose le gouvernement Péron : Telbard, ministre des finances, est président de la CGE et patron d'une usine prospère ; Carcagno, nommé par Campora à la tête de l'armée est responsable de la répression de la révolte de Cordoba en 1969... et pendant ce temps, Galimberti, responsable des jeunes péronistes, est limogé pour avoir demandé la création de milices populaires, est obligé d'amnistier les pri-

sonniers politiques, mais en même temps, il condamne la lutte armée, y compris celle menée par les groupes péronistes (Montaneros, Forces armées Révolutionnaires) Campora promet à naires) Campora promet aux ouvriers des augmentations de salaires, mais en même temps, il promet aux patrons de lutter contre l'inflation, or on sait ce que cela signifie pour la classe ouvrière : chômage, blocage fictif des prix... mais aussi des salaires et bien réel celui là... Campora parle de "3e voie" "ni marxiste, ni yankee" mais en même temps, il rassure les sociétés pétrolières et les banques étrangères en leur promettant qu'il n'y aura pas de nationalisations. L'unité de la coalition péroniste, qui s'était forgée contre la dictature militaire, commence à se fissurer, les premières contradictions éclatent.

Du côté de la nation, ou du côté de l'impérialisme US... Du côté du peuple ou du côté de l'oligarchie pro-yankee... il n'y a pas de 3e voie possible. Et les premières mesures du gouvernement Campora prouvent que Péron a choisi le même camp qu'il y a 30 ans. Le peuple argentin, le prolétariat, la jeunesse révolutionnaire sauront rejeter les illusions de la démagogie péroniste... Alors le péronisme, comme toutes les machines montées par la bourgeoisie pour duper le prolétariat, mourra de sa belle mort.



Mendoza 1972 : ce sont les luttes du peuple argentin qui ont chassé la clique militaire de Lanusse